



**SEARCH  
FOR COMMON  
GROUND**

**RAPPORT ÉTUDE DE BASE**

# Projet “Foniké, Entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée” Approche (Youth 360)



**MAI 2020**

**Évaluateur Patient Keendja**

Contact: mail [patientanz@gmail.com](mailto:patientanz@gmail.com) téléphone : +243 818 883 202

**Nom : Allasane DRABO**

**Directeur Pays**

**Search for Common Ground**

Adresse Kaparo Cite-Ratoma, T2 No. 2334,

BP: 3233 Kipé T2 | Conakry | GUINEA.

Numéro de Téléphone :

Email : [adrabo@sfcg.org](mailto:adrabo@sfcg.org)

**Nom : Abdourahmane Barry**

**Responsable DME**

**Search for Common Ground**

Adresse : Kaparo Cite-Ratoma, T2 No. 2334,

BP: 3233 Kipé T2 | Conakry | GUINEA.

Numéro de Téléphone : +224 622283445

Email : [abarry@sfcg.org](mailto:abarry@sfcg.org)

## Table des matières

Liste des figures	3
Abréviations	4
I. Résumé exécutif	5
I.1 Méthodologie	5
I.2 Limitations	5
I.3 Principales conclusions	6
I.4 Recommandations clés	8
II. Contexte du projet	11
II.1 Introduction	11
II.2 Sommaire du projet	13
III. Méthodologie	15
III.1 Objectifs de l'étude	15
III.2 Collecte et Analyse des Données	15
a. Approche qualitative pour la collecte des données	15
b. Approche quantitative pour la collecte des données	16
Échantillonnage	16
Saisie et traitement des données.	17
III.3 Limitations	17
IV. Résultats	18
IV.1 Indicateurs du Projet	18
IV.2 La réduction des conflits socio-politiques dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes	20
IV.3 L'engagement des jeunes leaders dans la cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet	26
IV.4 Le rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits	35
V. Conclusions	38
VI. Recommandations	39

## Liste des figures

Figure 1: Fréquence des enquêtes par Entités Administratives	15
Figure 2: Existence des conflits dans les communautés cibles	19
Figure 3 : Les conflits les plus récurrents dans les zones du projet	20
Figure 4: Existence des conflits socio-politiques dans les zones de l'étude	21
Figure 5 : Diminution des conflits socio-politiques pendant les 12 derniers mois	22
Figure 6: Existence d'initiatives locales de résolution des conflits	24
Figure 7: Existence des initiatives des jeunes pour la résolution des conflits.	25
Figure 8: Opinion des répondants sur l'impact des initiatives des jeunes sur la cohésion sociale	26
Figure 9 : Composition des groupes d'initiatives des jeunes	26
Figure 10: Niveau de cohésion sociale selon les répondants dans les communautés	28
Figure 11: Pourcentage des répondants qui pensent que la cohésion sociale s'est améliorée pendant les 12 derniers mois	29
Figure 12 : Pourcentage des répondants qui pensent que les initiatives des jeunes ont contribué à l'amélioration de la cohésion sociale	30
Figure 13: Pourcentage des répondants qui disent connaître des leaders jeunes	31
Figure 14 : Pourcentage des membres des communautés qui pensent que les jeunes leaders sont engagés dans le processus de paix	31
Figure 15: Les catégories des personnes qui engagent les jeunes dans les actions de paix au niveau local	32
Figure 16 : Les actions de paix dans lesquelles les jeunes sont engagés dans leurs communautés	33
Figure 17 : Pourcentage des répondants qui pensent que certaines catégories de jeunes sont exclues dans les actions de la paix	34
Figure 18 : Pourcentage des répondants qui ont dit pouvoir compter sur les jeunes pour renforcer la cohésion sociale	34
Figure 19 : Pourcentage des répondants qui pensent qu'il est nécessaire d'impliquer les jeunes dans les actions de paix par âge	35
Figure 20 : Pourcentage des répondants qui disent connaître les rôles des jeunes dans la cohésion sociale	36
Figure 21 : Pourcentage des répondants qui disent que les autres acteurs impliquent les jeunes dans les actions de prévention de la paix par âge	37

## Abréviations

**ASBL** : Association Sans But Lucratif

**Covid-19** : Maladie à Coronavirus

**FNDC** : Front National de Défense de la Constitution

**ONG** : Organisation non gouvernementale

**RFI** : Radio France Internationale

**SEARCH**: Search for Common Ground

**SPSS** : Statistical Package for the Social Sciences (Paquet des programmes statistiques pour les sciences sociales)

**UE** : Union Européenne

**UNPBF** : United Nations Peacebuilding Fund (Fonds des nations unies pour la consolidation de la paix)

## I. Résumé exécutif

### I.1 Méthodologie

Pour parvenir aux résultats de cette étude de base, en plus de la revue documentaire qui a permis à l'équipe de mieux maîtriser la philosophie du projet, comprendre les approches prévues pour la mise en œuvre et les différents acteurs directement ou indirectement impliqués, nous avons utilisé une méthodologie mixte combinant l'analyse qualitative et quantitative.

Pour ce faire, un questionnaire d'enquête et des guides d'entretien ont été conçus pour la collecte de données dans le cadre aussi bien des enquêtes individuelles (enquête ménage) que des discussions en Focus group et d'entrevues avec des informateurs/trices clés. Ces outils ont été adaptés aux différentes parties prenantes suivantes : (1) les femmes, les hommes et les jeunes (filles et garçons) ; (2) les leaders des jeunes (filles et garçons), (3) les leaders locaux et agents des comités locaux de paix ; (4) les responsables d'ASBL et (5) autorités locales.

Ainsi, 15 groupes de discussions ont été organisés atteignant 120 participants (hommes, femmes et jeunes). En outre, 13 entretiens individuels ont été organisés avec les animateurs de la société civile et les autorités locales et les leaders des jeunes.

La collecte des données quantitatives a eu lieu auprès de 665 personnes dont 218 femmes (soit 33%) et 447 hommes (soit 67%) de l'effectif global.

### I.2 Limitations

Le contexte particulier lié à la présence de la pandémie de Covid-19 a caractérisé la période de collecte de données et rapportage empêchant ainsi le consultant de se rendre en Guinée pour palper du doigt les réalités contextuelles et discuter directement avec les parties prenantes au projet. Tout le travail était fait à distance avec l'appui de l'équipe Search pour la collecte de données sur le terrain.

## I.3 Principales conclusions

### **L'existence des Conflit**

Pour ce qui est de l'existence des conflits, c'est une réalité en ces jours dans toutes les zones ciblées par le projet (68,9% des répondants reconnaissent dans leurs milieux de vie l'existence des conflits). Les tendances les plus élevées sur l'existence des conflits ont été notées plus à l'intérieur du pays que dans les deux communes de la ville de Conakry. Les conflits sociopolitiques sont les plus récurrents dans les communautés cibles (59% des répondants l'ont confirmé) ceci était aussi presque unanime dans les groupes de discussions et entretiens avec les informateurs clés.

44,5% des répondants ont dit que les conflits sociopolitiques n'ont pas diminué pendant les 12 derniers mois. Pour eux, ils se sont plus intensifiés suite au contexte préélectoral qui a prévalu en Guinée bien que la pandémie de Covid-19 ait imposé une certaine accalmie avec la mise en application des mesures restrictives par les autorités sanitaires et politiques, en vue de la prévention de la pandémie à Corona virus. Les derniers conflits sociopolitiques en Guinée ont causé mort d'hommes et pour la plupart des jeunes.

Les mécanismes de résolution des conflits existent au niveau local dans les communautés ciblées par le projet (80% des répondants l'ont affirmé). Ce sont les leaders religieux en premier qui s'occupent de la résolution des conflits au niveau local selon 22% des répondants, les autorités locales et les leaders coutumiers viennent compléter la liste des trois avec spécifiquement (18% et 16% des répondants), Les jeunes ont été ensuite cités à hauteur de 14%, les ONG tant nationales qu'internationales travaillent aussi pour aider à résoudre les conflits dans les communautés, elles ont été citées à hauteur de 14% par les répondants. Les jeunes en particuliers comme souligné par les répondants de cette étude travaillent dans la résolution des conflits et ont des initiatives qui contribuent à la cohésion sociale au sein de leurs communautés (33,5% des répondants). Bien qu'actifs dans certaines communautés, les jeunes manquent de l'essentiel pour être efficaces : Ils sont dans des structures informelles, manquent de moyens financiers, de moyens matériels et n'ont pas les capacités organisationnelles nécessaires pour des actions de cohésion sociale d'envergure et d'impact.

Les données qualitatives ont montré que les jeunes certes font des actions du genre sensibilisation, communication, information dans les mosquées et/ou églises, conduisent des événements culturels, sportifs et quelques activités de plaidoyer mais nécessitent encore une bonne organisation et des moyens conséquents pour conduire des actions d'envergure pour contribuer réellement à la consolidation de la paix. Pour les jeunes eux-mêmes, leurs initiatives tendant à promouvoir la paix et la cohésion sociale restent limitées faute de moyens et d'accompagnements leur permettant d'avoir un impact et des résultats conséquents au sein des communautés.

Bien que les jeunes aient des initiatives favorisant la cohésion sociale, ils sont aussi acteurs dans des conflits sociopolitiques, manipulés et utilisés à merci ou à vil prix par les politiciens et autres catégories d'acteurs aux conflits. Ces jeunes constituent en même temps des victimes des conflits y compris les dernières violences qui ont lieu dans le pays selon toujours les répondants dans les groupes de discussions.

De ce fait, les jeunes restent des acteurs incontournables dans la recherche de la cohésion sociale dans leurs communautés étant donné qu'ils sont actifs dans les conflits et en même temps, ils participent aux actions de consolidation de la paix. Dans les initiatives des jeunes au sein des communautés, les jeunes filles ne sont pas très visibles selon les femmes qui ont participé aux groupes de discussions mais les jeunes eux-mêmes ne l'ont pas souligné dans les discussions, bien que 74,4% des répondants aient affirmé dans les enquêtes quantitatives que toutes les catégories de jeunes (jeunes filles, jeunes garçons, jeunes étudiants, jeunes handicapés,...) sont représentées dans les initiatives/actions de consolidation de la paix et de transformation des conflits. La contribution des jeunes à la cohésion sociale a été confirmée par les répondants au niveau quantitatif (56,6% des répondants).

Selon les répondants (hommes et femmes) dans les groupes de discussion, les autorités locales sont celles qui travaillent (impliquent) le plus avec les jeunes, ensuite viennent les ONG locales et enfin les leaders religieux. Il a été prouvé que seuls les jeunes appartenant à certaines obédiences sont associés aux activités et que la plupart de jeunes restent des acteurs apparents dans le processus mais ne sont souvent pas initiateurs et ou redevables vis-à-vis des actions menées pour la consolidation de la paix. Cette tendance a été confirmée par les groupes des jeunes filles et garçons qui ont dit que quand ils ont une activité les autorités parfois les accompagnent et quand il y a une initiative au niveau communautaire orchestrée par les autorités les jeunes sont impliqués dans la mise en œuvre.

### **La Cohésion Sociale**

Pour ce qui est de la cohésion sociale dans les communautés cibles, les répondants à 34,3% pensent qu'elle est moins bonne et 5,7% des répondants, ont dit que la cohésion sociale n'existe pas dans leurs communautés. Les régions de Boké et Nzérékoré ont été celles où les conflits violents ont été rapportés et qui nécessitent un suivi particulier dans le cadre de la mise en œuvre du projet. 58,3% des répondants ont dit que la situation des conflits s'est améliorée dans les 12 derniers mois et pour les groupes de discussions, ce sentiment est plus dû à l'arrêt des manifestations suite aux mesures de protection contre le Covid-19 et la tenue récente des élections législatives en mars dernier, qui fait à ce que la situation se calme. Le risque reste élevé que la situation revienne au point de départ dès que ces mesures seront levées et que la pandémie sera maîtrisée.

En définitive, 75,2% des répondants ont dit pouvoir compter sur les jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans leurs communautés respectives et 96,4% pensent qu'il est nécessaire de les impliquer dans tout le processus de cohésion sociale. Ceci présente une opportunité énorme pour les activités du projet et donne une orientation sur le soutien que pourraient avoir les jeunes aussitôt bien organisés au sein de leurs communautés dans la recherche de la paix et la cohésion sociale. Bien que les jeunes ne semblent pas être impliqués dans plusieurs actions, presque tout le monde semble connaître le rôle capital que peuvent jouer dans la recherche de la paix et la cohésion sociale.

## I.4 Recommandations clés

### Pour le Management du Projet :

- Pour les hommes et les femmes dans les communautés cibles, il serait mieux d'intégrer les aspects de développement communautaire et appui aux activités génératrices de revenu pour plus d'efficacité des actions jeunes sur le terrain. Pour cela il est primordial de renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre en suivi-évaluation-capitalisation des notamment sur la problématique de l'offre d'appui aux jeunes pour le développement des innovations sociales et économiques dans le cadre des initiatives génératrices de revenu afin que ces derniers soient capable de financer seuls certaines de leurs initiatives;
- Établir et renforcer les alliances avec d'autres acteurs et réseaux spécialisés dans des secteurs économiques complémentaires pour donner plus d'ampleurs aux résultats du projet. Il s'agira de contribuer au financement des projets des jeunes au-delà de leur accompagnement pour l'élaboration des plans d'affaire et leur mise en application par exemple pour éviter des frustrations dues à la non poursuite des ambitions suite à un manque des moyens financiers.
- En ce qui concerne l'impact des initiatives des jeunes sur le terrain, il a été constaté que ces derniers manquent des connaissances et outils nécessaires pour mener des actions d'envergure et efficaces sur le terrain. Le renforcement des capacité permettra aux structures formelles et informelles des jeunes de se doter des connaissances et techniques nécessaires pour leur efficacité. Il est donc recommandé, de mettre en place un plan de renforcement de capacité qui cible la remise à niveau des collaborateurs/partenaires pour plus de professionnalisme dans leurs actions et leur renforcement institutionnel et en second lieu pour mieux accompagner les autres jeunes sur le terrain;
- L'un des constats fait par les répondants était que les actions des jeunes manquaient du suivi et par conséquent les résultats n'étaient pas durables. Sur ce, il est recommandé de mener une étude sur comment rendre durable les actions des groupes des jeunes avec lesquels Search travaillera dans le cadre de ce projet ;
- Basé sur les résultats de l'indicateur % décideurs locaux et des leaders communautaires qui reconnaissent la nécessité d'inclure les jeunes hommes et jeunes femmes dans les actions de prévention et de gestion des conflits où 97,3% des leaders et décideurs ont reconnu la nécessité d'inclure les jeunes, l'équipe de gestion du projet devrait réduire les efforts pour

les activités du résultats 3 du projet en mettant un accent sur la construction du leadership des jeunes et leur structuration.

### **Pour la réduction des conflits sociopolitiques dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes (filles et garçons)**

- Bien que les résultats quantitatifs nous aient montré que les leaders religieux et leaders locaux impliquent les jeunes dans les actions de cohésion sociale au niveau local, les résultats des groupes de discussions ont montré que les jeunes ne jouent qu'un rôle apparent dans les actions de cohésion sociale au niveau local. Il serait important donc d'impliquer les leaders religieux à côté des autorités locales et des jeunes (toutes les catégories), dans tout le processus de gestion des conflits et la consolidation de la paix contribuerait efficacement à lutter contre les conflits sociopolitiques au sein des communautés y compris la création de l'emploi pour les jeunes afin que les jeunes jouent un rôle primordial dans la recherche de la cohésion sociale ;
- Mettre en place des mécanismes de dialogue, de paix au niveau communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes (garçons et filles). Plus particulièrement, le projet devra viser le renforcement des dispositifs des jeunes de prévention et de gestion pacifique des conflits existants, leur opérationnalisation et de réponse rapide sensible au genre et animé par les jeunes afin de contribuer à la gouvernance locale et à la participation citoyenne pour la résolution des conflits et la consolidation d'une paix durable en Guinée ;
- Mettre en place et/ou redynamiser des structures des jeunes en les rendant plus inclusives et sensibles au genre leurs pour piloter des actions et initiatives de prévention et résolution des conflits ;

### **Pour l'engagement des jeunes leaders dans la cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet,**

- Les jeunes leaders (filles et garçons) doivent être en mesure de faire valoir leurs droits et devoirs en termes de citoyenneté et de participation aux mécanismes communautaires de gouvernance des conflits et de développement communautaire. Pour ce faire, ils doivent être structurés et formés par le projet ;
- Pour ce qui est des initiatives des jeunes, les résultats ont montré que les jeunes de Siguiri et Nzérékoré où les jeunes ont été rapportés comme étant moins actifs dans les actions de paix au niveau local. Il est donc capital de les accompagner de manière spécifique dans la structuration et la capacitation pour qu'ils s'engagent dans les actions de transformation des conflits et de consolidation de la paix au niveau local ;
- Les autorités locales et décideurs doivent appuyer ou engager plus les jeunes (filles et garçons) de toutes les catégories dans toutes les initiatives de résolution des conflits au niveau local surtout celles qui concernent les conflits sociopolitiques et le développement communautaires ;
- Impliquer et surtout responsabiliser toutes les catégories sociales particulièrement les filles et les personnes vivants avec handicaps et les minorités ethniques spécifiquement à Boké, Siguiri et Kouroussa ;

### **Pour le rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits**

- Accompagner les jeunes leaders (filles et garçons) à s'impliquer et s'approprier les questions sociales au sein de leurs communautés ( pas seulement les questions liées à la gestion et résolution des conflits mais aussi les questions liées au développement communautaire et promotion des initiatives locales en termes de création de l'emploi pour les jeunes ;
- Privilégier l'organisation des visites de partage d'expérience et de conseils des jeunes modèles de réussite en provenance des localités ciblées par le projet, permet de soutenir et d'encourager le développement d'initiatives locales positives de la jeunesse ; de bonnes pratiques capitalisées ;
- Privilégier et encourager la création des initiatives et activités génératrices des revenus impliquant les jeunes, il serait mieux d'associer le développement au processus de consolidation de la paix car plusieurs jeunes sont manipulés par la classe politique par manque d'occupations, d'activités génératrice de revenu et des moyens économiques ;
- Les autorités et décideurs doivent associer les jeunes à des vraies actions et initiatives de prévention et de résolution des conflits et de cohésion sociale pour qu'ils arrivent à jouer un rôle actif et décisif au lieu d'être toujours associés aux manifestations politiques.

### **Pour l'équipe DME de Search**

- Les indicateurs : % de jeunes leaders qui déclarent que leur initiative a eu un impact sur la dynamique de conflits dans leurs localités et % décideurs locaux et des leaders communautaires qui reconnaissent la nécessité d'inclure les jeunes hommes et jeunes femmes dans les actions de prévention et de gestion des conflits n'ont pas montré leur pertinence après les analyses de cette étude de base. Il serait donc mieux de penser à un changement d'indicateur car pour le premier le fait de demander aux jeunes d'évaluer eux-mêmes l'impact de leurs initiatives sur la cohésion sociale ne laisse plus de chance à l'objectivité et amènerait comme s'était le cas aux réponses positives de la part des jeunes (94,6% ont dit oui à cette question) et pour l'indicateur concernant la nécessité d'inclure les jeunes par les décideurs, il reste très subjectifs et prédisposent les répondants à une réponse positive qui semble être socialement correcte.

Je recommande donc de changer ces deux indicateurs avec d'autres indicateurs moins subjectifs pouvant mieux renseigner sur l'impact du projet auprès des bénéficiaires comme par exemple : % des membres des communautés qui disent que les initiatives des jeunes ont accru dans leurs communautés (33,5% pour cette étude de base) ou encore le % des membres des communautés qui pensent les jeunes leaders au sein de leurs communautés sont engagés dans le processus de paix (67,5% pour cette étude de base) ces indicateurs peuvent être accompagnés par des données qualitatives à travers la collecte d'histoire de succès sur l'impact de leurs actions ;

- Pour continuer à apprendre de cette évaluation, l'équipe DME de Search devra organiser une séance d'apprentissage sur base des résultats clés de cette étude de base pour mieux comprendre ces résultats, comment ils peuvent affecter le projet et définir ensemble avec l'équipe comment mettre en œuvre les différentes recommandations contenues dans ce rapport et d'autres pouvant venir de la séance d'apprentissage.

## II. Contexte du projet

### II.1 Introduction

Le contexte social et politique de la Guinée a été marqué pendant la dernière décennie par de nombreuses crises politiques et sociales allant jusqu'à des conflits liés à la gestion des ressources naturelles, l'accès aux services sociaux de base, des violences intercommunautaires avec une base religieuse, ethnique et politiques souvent. Cette gestion reste renforcée par une fragilité de l'état de droit, de la justice et des déficits de gouvernance dans sa généralité.

Certaines régions sont restées les plus touchées par un climat d'instabilité, de violences et de tensions, c'est le cas de la région forestière, notamment la zone de Nzérékoré, caractérisée par une instabilité récurrente marquée par des violences intercommunautaires à base ethnique et religieuse depuis plus de 4 décennies, et souvent instrumentalisées par des politiciens. Dans cette partie du pays, des confrontations sans cesse qui se poursuivent à moindre ampleur mais de manière régulière, trouvent leurs causes dans des tensions liées à l'accès aux ressources naturelles, à l'instrumentalisation des différences culturelles et à un climat de méfiance entretenu par une promiscuité sans précédent entre les groupes ethniques et religieux et les adeptes des partis politiques.

Dans d'autres régions du pays y compris la partie qui abrite les préfectures de Siguiri, Mandiana, etc., des hommes, femmes et jeunes (garçons et filles) se livrent à l'exploitation artisanale de l'or, qui a non seulement contribué à la détérioration de l'environnement et des écosystèmes, a aussi contribué à l'augmentation de la criminalité et à une recrudescence des conflits et violences intercommunautaires liées à la gestion non transparente de ces ressources naturelles. Dans la région de Conakry, spécifiquement les communes de Ratoma, Matoto, Matam, Kaloum et Dixinn, sont les principaux lieux de concentration des manifestations politiques récurrentes qui sont généralement émaillées de violences et de pertes en vies humaines liées à l'utilisation des armes de guerre ou de chasse et l'utilisation abusive de la force par les forces de sécurité ou par les manifestants.

Bien qu'épargnée par les menaces terroristes qui submergent la région sahélienne, la Guinée a fait face depuis plusieurs mois à une crise politique cristallisée autour des vellétés de changement de Constitution qui permettrait à son président de briguer un troisième mandat durant l'an 2020. Depuis, des manifestations anti-troisième mandat ont été menées par une coalition de partis d'opposition réunis au sein du Front National pour Défense de la Constitution (FNDC) et d'organisations de la société civile y compris des jeunes, bien que régulièrement interdites et parfois violemment réprimées. Le retard dans le choix des chefs de quartier et de district mais aussi des conseils régionaux ont été des éléments moteurs des manifestations

Les élections législatives, souvent reportées, ont été également un sujet de mécontentement. Ce scrutin a été repoussé à plusieurs reprises pour enfin être couplé au référendum sur la nouvelle Constitution organisé le 22 Mars 2020<sup>1</sup> dont les résultats ont été marqués par plusieurs contestations de la part du FNDC marqués par des violences dans certaines villes du pays dont Nzérékoré et . Autre sujet au centre des polémiques, le fichier électoral qui devrait être utilisé pour le futur scrutin présidentiel. Durant le processus d'enregistrement qui s'est achevé le 16 décembre, diverses anomalies ont été dénoncées, dont l'inscription sur les listes de plusieurs milliers de mineurs. Le gouvernement et l'opposition se sont mutuellement accusés de fraude quant à l'enrôlement de ces mineurs dans des zones qui leur sont favorables<sup>2</sup>.

Des multiples revirements des questions essentielles de la vie politique et de la gouvernance, ont entretenu un potentiel contestataire au sein de l'opposition et de la population qui n'ont pas cessé de réclamer une alternance démocratique. Les tensions politiques ont finalement entraîné des manifestations durement réprimées qui ont activé un cycle de répression.

Depuis l'année passée, la Guinée a été traversée par de nombreux mouvements de protestations politiques et sociale<sup>3</sup>. Toutefois, les manifestations qui ont secoué le pays ont marqué un tournant dans un contexte plus global où les mobilisations se sont succédées à travers le monde<sup>4</sup>. En effet, ces rassemblements ont été d'une ampleur inédite, fédérés une large partie de la population au-delà des clivages communautaires et s'étaient étendus à l'ensemble du pays. Ils ont été le point de départ d'une remise en cause plus globale de la gouvernance d'Alpha Condé<sup>5</sup>.

Les jeunes (garçons et filles) qui représentent 32,5% de la population Guinéenne<sup>6</sup> ainsi que les femmes ne sont point épargnés dans ce contexte de violences décrites ci-dessus.

Ils restent depuis des années malheureusement à la fois les principaux acteurs et les principales victimes de ces tensions et violences. Les grandes villes du pays (Conakry, Kankan, Siguiri, Nzérékoré) sont le théâtre d'exactions et d'affrontements entre jeunes militants des partis politiques, surtout à l'approche des échéances électorales, durant les élections ou après la proclamation des résultats des élections. Les jeunes sont particulièrement sujets aux manipulations des acteurs politiques du fait de leur situation de vulnérabilité et de marginalisation sociale et économique. En particulier la situation de chômage chez les jeunes,

<sup>1</sup> CHATELOT Christophe, « [Alpha Condé : 'Je ferai ce que veut le peuple de Guinée'](#) », Le Monde, 24 octobre 2019

<sup>2</sup> BARRY Diawo, « [Guinée : que contient le projet de nouvelle Constitution proposé par Alpha Condé ?](#) », Jeune Afrique, 20 décembre 2019.

<sup>3</sup> « [Guinée : Violente manifestation dans la région minière](#) », RFI, 14 octobre 2019.

<sup>4</sup> « [Guinée : événements de 2019](#) », Human Rights Watch, 2020. Selon Amnesty International, en 2018, 19 manifestants et passants sont décédés lors de manifestations organisées face au report important des élections locales.« [Guinée : une nouvelle loi pourrait protéger les membres de la police contre toute éventuelle poursuite en justice](#) », Human Rights Watch, 4 juillet 2019.

<sup>5</sup> Le 12 février 2020, le Parlement européen a adopté une [résolution sur la Guinée Conakry](#), notamment sur les violences contre les manifestants. Entre autres, la résolution « demande instamment à l'UE et à ses États membres de suspendre tout financement et de fourniture de matériel de sécurité et de répression aux forces de sécurité de Guinée Conakry ».

<sup>6</sup> Selon l'Institut National des Statistiques (INS) de la Guinée, IHS 2014.

dont le taux s'élève à plus de 50%<sup>7</sup> contribue à les maintenir dans la pauvreté et nourrissent en eux des sentiments d'exclusion, de rejet et même du désespoir.

Ces situations sont encore plus accentuées chez les jeunes filles et les femmes et s'illustrent par un nombre croissant de mariages précoces, l'engagement dans la prostitution et aussi le petit commerce ambulante avec ses facteurs de risques<sup>8</sup>. En plus, la « scolarisation aux niveaux secondaire et supérieur est beaucoup plus faible, d'autant plus pour les jeunes femmes/filles avec des pourcentages de 23% dans le secondaire et 6% dans le supérieur contre 37% et 14% respectivement pour les hommes »<sup>9</sup>. Tout cet amalgame de vulnérabilités que connaissent les jeunes (garçons et filles) contribue aussi à leur marginalisation en ce qui concerne leur participation dans les processus et instances de prise de décision et dans les mécanismes de gouvernance locale.

Cette marginalisation réduit leur appropriation des dynamiques locales de résolution, de prévention et de transformation positive des conflits ; l'ancrage dans la communauté et la capacité d'influencer à côté des adultes les politiques et pratiques qui touchent directement leurs communautés.

En l'absence de possibilités réelles de prendre part à la vie sociale, politique et économique, les jeunes marginalisés (compris entre 15 et 25 ans) et exclus font preuve d'une créativité remarquable pour inventer d'autres lieux d'appartenance et d'identification à travers lesquels s'exprimer. C'est dans cette optique de vouloir impliquer et responsabiliser les jeunes dans la prévention et résolution des conflits au sein de leurs communautés qu'une initiative pilote de 18 mois reposant sur un nouveau concept innovant développé par **Search** appelé « **Youth 360** », et visant à renforcer le leadership et l'impact des jeunes dans la prévention des conflits en Guinée en contribuant à un environnement plus favorable à ces acteurs en tant qu'« entrepreneurs sociaux pour la paix », est mise en place.

## II.2 Sommaire du projet

Le projet : “**Foniké, entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée**” : « Youth 360 » mis en œuvre dans 9 communautés dont **Boké, Kindia, Pita, Labé, Siguri, Nzérékoré, Kouroussa, Ratoma et Matoto**, par Search for Common Ground (Search) avec 4 organisations de la société civile dont Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée, Osez-Innover, Parlement des Jeunes de l'Union du Fleuve Mano pour la Paix et Association des Blogueurs de Guinée, sous financement du UNPBF pour une durée de 18 mois. Ce projet se veut de promouvoir une gouvernance ouverte, participative et assurer le dialogue politique permanent et renforcer la paix et une

<sup>7</sup> United Nations social papers, <https://social.un.org/youthyear/docs/Regional%20Overview%20Youth%20in%20Africa.pdf>; African Economic outlook <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/statistics>

<sup>8</sup> Konate, H., et al. (2019). Rapport Pays : Guinée, p 18-19.

<sup>9</sup> United Nations social papers, <https://social.un.org/youthyear/docs/Regional%20Overview%20Youth%20in%20Africa.pdf>; African Economic outlook <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/statistics>

citoyenneté respectueuse des diversités dans un contexte d'intégration régionale. Il permettra de piloter l'approche « Youth 360 » en Guinée, en donnant aux jeunes les moyens de contribuer activement à la paix et à la sécurité dans le contexte politique et social polarisé du prochain cycle électoral. Autrement dit, faire des jeunes de véritables acteurs de la paix à part entière et non plus de simples bénéficiaires.

L'approche Youth 360, vise à capitaliser sur les ressources locales existantes en soutenant le leadership des jeunes dans la consolidation de la paix, en combinant l'accès des groupes de jeunes formels et informels, marginalisés et exclus, à des ressources financières, techniques et humaines afin qu'ils développent leurs propres projets de consolidation de la paix. En s'appuyant sur les partenaires locaux, l'approche Youth 360, soutient également l'appropriation locale et la durabilité de l'initiative.

Cette initiative « Youth 360 » va soutenir des projets des jeunes qui seront pensés comme de véritables enjeux de transformation des conflits, et non comme de simples activités d'occupation ou d'autonomisation économique des jeunes. Il s'agira tout simplement de donner des outils nécessaires aux jeunes leaders afin qu'ils deviennent des vrais entrepreneurs et acteurs sociaux autonomes pacifiques de la paix en Guinée. Cette même initiative catalysera la transformation positive des perceptions des jeunes par les communautés locales, les autorités et les institutions gouvernementales, les acteurs privés, et les jeunes eux-mêmes, entre autres, en cessant de se considérer comme des acteurs ou victimes des conflits, mais plus tôt comme des vrais bénéficiaires des projets en vue de mettre l'accent sur les jeunes « leaders, moteurs et partenaires pour la paix » en Guinée. L'initiative mettra également en avant garde, l'usage des TIC en plein essor dans le pays et appréciées par les jeunes et s'y penchera.

C'est la combinaison de ces facteurs qui fait de cette initiative « Youth 360 », une approche innovante et adaptée à l'urgence de renforcer la prévention des conflits violents en Guinée en mettant les jeunes au premier plan de ce projet et bâtir sur leur existant en renforçant l'impact, l'appropriation et la durabilité de leurs actions.

## III. Méthodologie

### III.1 Objectifs de l'étude

L'objectif de cette étude de base était de mettre en place la situation de référence du projet « Foniké, entrepreneurs sociaux pour la paix en Guinée » qui permettra de suivre et d'évaluer le projet tout au long de sa mise en œuvre. Plus spécifiquement, cette étude visait à :

- Mesurer le niveau des indicateurs du projet au début de l'intervention ;
- Faire des recommandations à Search et ses partenaires de mise en œuvre du projet pour ajuster la stratégie d'intervention du projet en vue de s'assurer que le projet atteigne les objectifs fixés ;
- Faire la mise à jour des indicateurs dans le cadre logique du projet, après validation du rapport de l'étude de base.

Pour arriver à atteindre ces objectifs, une méthodologie mixte et intégrée de collecte de données sur le terrain a été utilisée (qualitative et quantitative).

### III.2 Collecte et Analyse des Données

#### a. Approche qualitative pour la collecte des données

Pour ce qui est de la collecte de données qualitatives, des guides d'entretien ont été conçus et validés par les staffs DME de Search Guinée; ces outils ont servi pendant la conduite des discussions en groupe et d'entrevues avec des informateurs/trices clés. Ces outils ont été adaptés spécifiquement aux différentes parties prenantes suivantes: (a) les femmes-les hommes et les jeunes (b) les leaders locaux (c) les leaders des jeunes (d) agents des comités locaux de paix (e) responsables d'ASBL et les autorités locales.

Les groupes de discussions étaient organisés de façon séparée entre les hommes, les femmes, jeunes (filles et garçons) afin de permettre une expression facile de chaque catégorie. Pour chaque groupe de discussion il y avait un animateur et un preneur de notes pour permettre de ne pas rater les idées capitales pendant la prise des notes.

Au-delà des groupes de discussions, les entretiens avec les informateurs clés ont été conduits et au total 13 entretiens ont été organisés sur les 19 prévus initialement avec les leaders locaux, les responsables des clubs des jeunes et leaders d'opinions. Pour ce qui est des groupes de discussions, 15 ont été organisés atteignant ainsi 120 participants (hommes, femmes et jeunes) dans les zones cibles.

## b. Approche quantitative pour la collecte des données

### Échantillonnage

Nous avons tenu compte de la population totale de ces 9 entités concernées par l'étude de base, en prenant une précision de 99%, une marge d'erreur estimée à 3%, un taux de distribution des réponses de 50% et 10% des non-réponses, la formule suivante nous a aidé à calculer l'échantillon grâce à la plate-forme Raosoft<sup>10</sup>. 
$$n = \frac{Z^2 \cdot p \cdot q \cdot N}{E^2 + Z^2 \cdot p \cdot q}$$

Avec :

N= taille de la population ;

r= la fraction de réponse à laquelle on s'intéresse;

Z(c/100) = valeur critique pour le niveau de confiance.

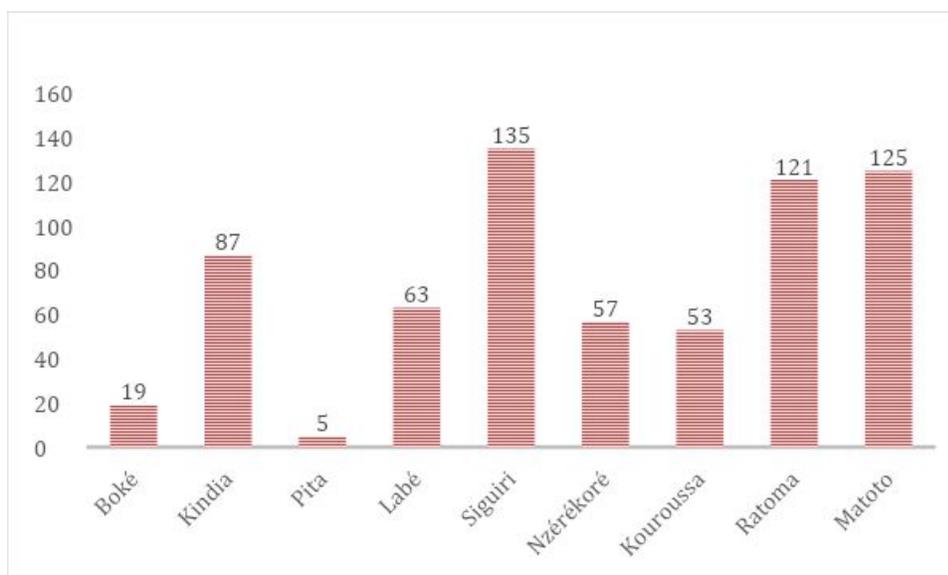
Population des 9 entités concernées par le projet :`

Avec ces statistiques, pour notre enquête, la population totale de ces neuf entités administratives est de 1 908 775 habitants, c'est-à-dire N=3 574 787.

Avec un degré de confiance de 99%, une marge d'erreur de 5% et une distribution de réponses de 50% ; nous avons trouvé un échantillon dont n=664.

La collecte des données quantitatives a eu lieu auprès de 665 personnes (au lieu de 664 personnes prévues) dont 218 femmes (32,8%) et 447 hommes (67,2%) grâce à un questionnaire semi structuré. Conçu par le consultant et validé par l'équipe Search.

Figure 1: Fréquence des enquêtes par Entités Administratives



<sup>10</sup> <http://www.raosoft.com/samplesize.html>

Une équipe de 29 enquêteurs a été recrutée pour faciliter la collecte de données sur le terrain. Suite aux contraintes liées à la pandémie de la Covid-19, le débriefing sur la méthodologie a été fait par le Consultant et le Responsable DME de Search qui, à son tour avait organisé une formation en ligne avec les enquêteurs sur le terrain avant le début effectif de la collecte de données en mi-mai 2020.

Tous les enquêteurs étaient équipés des appareils mobiles dans lesquels l'application KoboCollect était installée, pour faciliter le traçage des enquêteurs sur terrain, s'assurer de la bonne qualité de données collectées et de limiter les erreurs de transcription pendant la collecte.

Pour confirmer la source de données, l'option d'enregistrement des coordonnées géographiques a été activé afin de vérifier la véracité de données collectées vue la contrainte de supervision directe imposée par les mesures de prévention contre Covid-19.

### ***Saisie et traitement des données.***

Après la réception de toutes les données sur le serveur Kobotoolbox, un fichier au format csv (Comma-separated Values) était exporté dans Excel pour faciliter le nettoyage des données. Pendant le nettoyage, la consistance interne des données reçues était vérifiée et toute inconsistance était corrigée.

Après que le nettoyage des données ait été fait, le consultant principal de l'étude a vérifié aléatoirement les questions en comparaison avec les données se trouvant au serveur pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'erreur dans l'encodage des données sur Excel. Les résultats avaient montré que la saisie des données était précise à 99.5%.

Finalement, la base des données était exportée dans SPSS pour dégager les inférences et faire le croisement des données selon les indicateurs et les objectifs de l'étude.

## **III.3 Limitations**

Cette étude de base a été conduite pendant une période particulière caractérisée par la pandémie globale de Covid-19. Cette pandémie qui a causé l'annulation des vols à l'international dans presque tous les pays, n'a pas permis au consultant de se déplacer pour la supervision des enquêteurs et la collecte de données qualitatives sur terrain. Néanmoins, des stratégies de supervision par l'équipe Search ont été mises en place pour surmonter cette difficulté y compris la formation en ligne et l'activation de l'enregistrement des coordonnées géographiques pendant la collecte de données quantitatives.

## IV. Résultats

### IV.1 Indicateurs du Projet

Le tableau ci-dessous présente le niveau des indicateurs pour cette étude de base :

**Table 1: Tableau de réalisation des objectifs et résultats attendu**

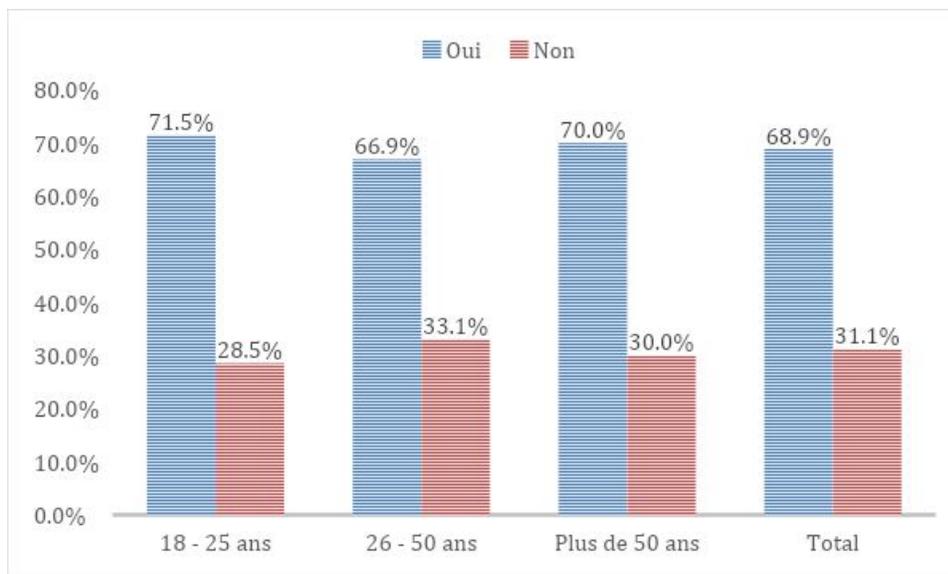
	Baseline du projet	Cible du projet	Commentaires
<b>Objectif Global :</b>			
<b>Résultat Attendu 1 : La réduction des conflits sociopolitiques est effective dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes</b>			
<b>Indicateur 1.1 :</b> # de conflits résolus par les jeunes dans les communautés (désagrégé par localités et types de conflits)	NA		Cet indicateur ne peut être renseigné qu'après que les jeunes aient mené des activités pour résoudre des Conflits dans leurs localités. La baseline ne pouvait donc pas le renseigner
<b>Indicateur 1.2 :</b> % des répondants dans les communautés qui attestent que les conflits socio-politiques ont diminués dans leurs communautés	55.5%	70%	Cet indicateur reste pertinent et sa formulation est bonne. Étant donné que c'est un indicateur d'impact, il faut noter que plusieurs facteurs peuvent jouer sur la réalisation ou non de la cible en dehors des activités du projet.
<b>Indicateur 1.3 :</b> % de jeunes leaders qui déclarent que leur initiative a eu un impact sur la dynamique de conflits dans leurs localités	94.6%	NA	Cet indicateur n'a pas montré sa pertinence vu que ce sont les jeunes eux-mêmes qui évaluent leurs propres activités. Indirectement l'indicateur 2.2 dans ce tableau peut mieux renseigner le changement.
<b>Résultat Attendu 2 : La cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet est améliorée par l'engagement des jeunes leaders</b>			
<b>Indicateur 2.1 :</b> % des répondants qui attestent une amélioration de la cohésion sociale au sein de leurs communautés	58.3%	70%	Cet indicateur a été mesuré sur les 12 derniers mois et

			se limite donc dans le temps.
<b>Indicateur 2.2</b> : % des répondants qui attestent que le leadership et l'engagement des jeunes leaders ont contribué à cette amélioration	56.6%	70%	
<b>Indicateur 2.3</b> : % des répondants qui attestent une meilleure inclusion, engagement et participation des jeunes femmes dans les initiatives de renforcement de la cohésion sociale	75.3%	80%	
<b>Résultat Attendu 3 : Les décideurs et les communautés ont une meilleure compréhension du rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et reconnaissent la nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits</b>			
<b>Indicateur 3.1</b> : % des décideurs et des leaders communautaires qui déclarent qu'ils ont une meilleure compréhension du rôle des jeunes hommes et jeunes femmes dans les efforts de consolidation de la cohésion sociale	81.2%	90%	
<b>Indicateur 3.2</b> : % décideurs locaux et des leaders communautaires qui reconnaissent la nécessité d'inclure les jeunes hommes et jeunes femmes dans les actions de prévention et de gestion des conflits	97.3%	NA	Cet indicateur n'est pas pertinent vu le niveau des résultats pour cette étude de base qui disent que les décideurs locaux et leaders reconnaissent suffisamment la nécessité d'inclure les jeunes (filles et garçons).
<b>Indicateur 3.3</b> : # des décideurs locaux et des leaders communautaires qui s'engagent à inclure les jeunes hommes et jeunes femmes dans les efforts de prévention et gestion des conflits dans leurs localités.	NA		Cet indicateur sera collecté pendant le suivi de routine du projet.

## IV.2 La réduction des conflits socio-politiques dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes hommes et femmes

68,9% des répondants ont estimé qu'il existe au sein de leurs communautés des conflits. Cela a été plus souligné chez les hommes que chez les femmes. Soit 70,5% des répondants chez hommes contre 65,6% chez les femmes.

Figure 2: Existence des conflits dans les communautés cibles

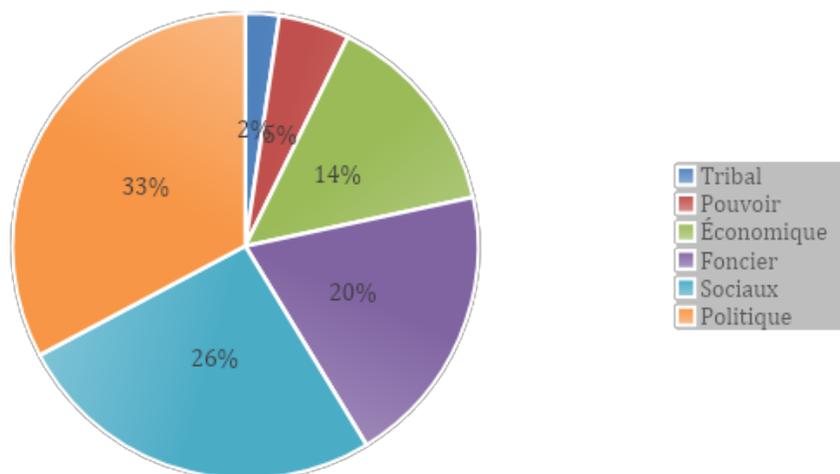


Cette tendance s'est fait observer dans toutes les zones à l'exception de Kindia où seulement 43,7% des répondants ont dit que les conflits sont présents dans leurs communautés par contre à Boké jusqu'à 84,2% des répondants ont dit que les conflits sont récurrents dans cette zone (voir Figure 3 de la question II.1 en Annexe). Par rapport aux catégories d'âge, les différences sont minimales entre les jeunes compris entre 18 et 25 ans et les plus de 50 ans (71,5% et 70%) par contre les répondants compris entre 26 et 50 ans ont été ceux qui ont moins parlé de l'existence des conflits par rapport à d'autres. Cette tranche d'âge parlerait moins de l'existence de conflits dans leurs communautés puisqu'elle a tendance à se culpabiliser d'être la plus active parmi les acteurs de ces conflits.

Parmi les conflits les plus récurrents dans les communautés, les conflits sociopolitiques ont été cités par les répondants à 59% , suivi des problèmes fonciers 20% en. Les résultats des groupes de discussions confirment cette tendance des conflits sociopolitiques à l'exception de Kouroussa et Labé où les conflits fonciers ont été soulignés par les membres des groupes de discussions comme étant les conflits les plus récurrents.

La figure en bas donne plus de détails :

Figure 3 : Les conflits les plus récurrents dans les zones du projet



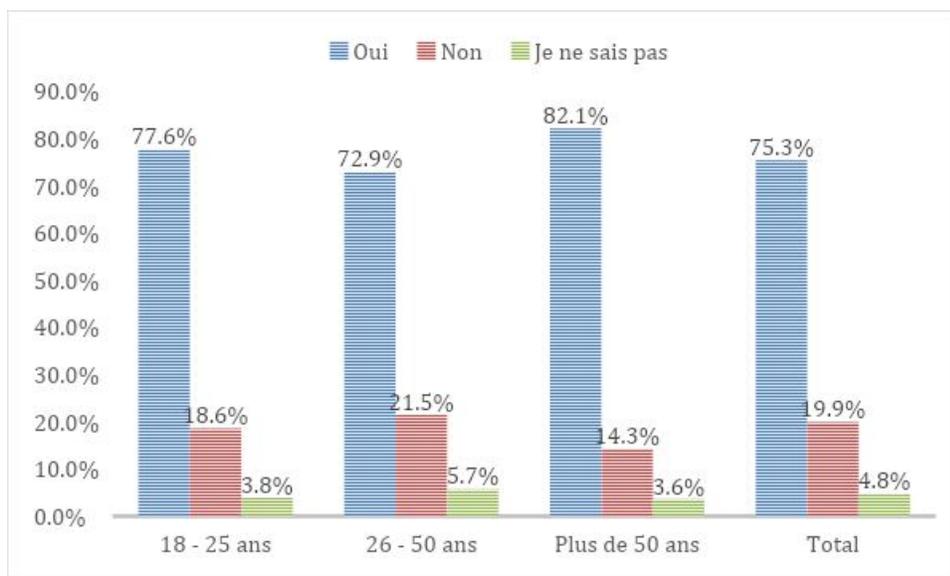
Pour les groupes des discussions des jeunes, ces conflits sont souvent causés par des manipulations politiques des autorités politico-administratives auprès des jeunes qui exécutent les ordres de ces dernières pour les groupes des jeunes (hommes et femmes). Pour les hommes et les femmes dans les groupes, les causes sont plutôt l'analphabétisme et le manque de travail du côté des jeunes qui favorisent les conflits politiques et sociaux de façon générale dans le pays et en particulier dans les zones du projet. Pour ce qui est des conflits économiques ou encore fonciers, les répondants ont souligné comme causes une mauvaise gouvernance entraînant le non-respect de la loi foncière et le trafic d'influence. Le contexte sociopolitique de la Guinée parle de lui-même et soutient ce point de vue des participants aux groupes de discussions ; celui-ci est caractérisé par une vulnérabilité et marginalisation sociale et économique de la population, dont le chômage des jeunes y reste très criant (le taux s'élève à plus de 50%) et c'est toute cette situation qui contribuerait à maintenir la population et spécifiquement les jeunes dans la pauvreté et qui les pousseraient à se faire manipuler aisément par la classe politique en les promettant des réalisations dont ils attendront le plus longtemps.

Pour ce qui est de l'existence des conflits sociopolitiques, 75,3% des répondants ont souligné que ceux-ci existent dans leurs communautés avec différences sur les catégories d'âges où les plus de 50 ans l'ont plus souligné (82,1%) ensuite les jeunes âgés entre 18 et 25 ans (77,6%) et enfin ceux âgés entre 26 et 50 ans (72,9%).

Pour les répondants ces conflits sont dus à la mauvaise gestion de la chose publique et surtout le non-respect des promesses faites par la classe politique lors de campagnes électorales ou pendant l'exercice de leur mandat politique, qui est la base des manifestations et troubles dans les zones cibles. Ces propos corroborent le contenu de la littérature existante, qui fait mention de l'existence des nombreuses crises politiques et sociales, des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et l'accès aux services sociaux de base, des violences intercommunautaires à base ethniques et politiques, qui seraient renforcés par une fragilité de l'état de droit, de la justice et des déficits de gouvernance et spécifiquement par l'exploitation anarchique et la mauvaise gouvernance des ressources naturelles, qui est à la base d'une augmentation de la criminalité et une recrudescence des conflits liées à la gestion non transparente des ressources naturelles.

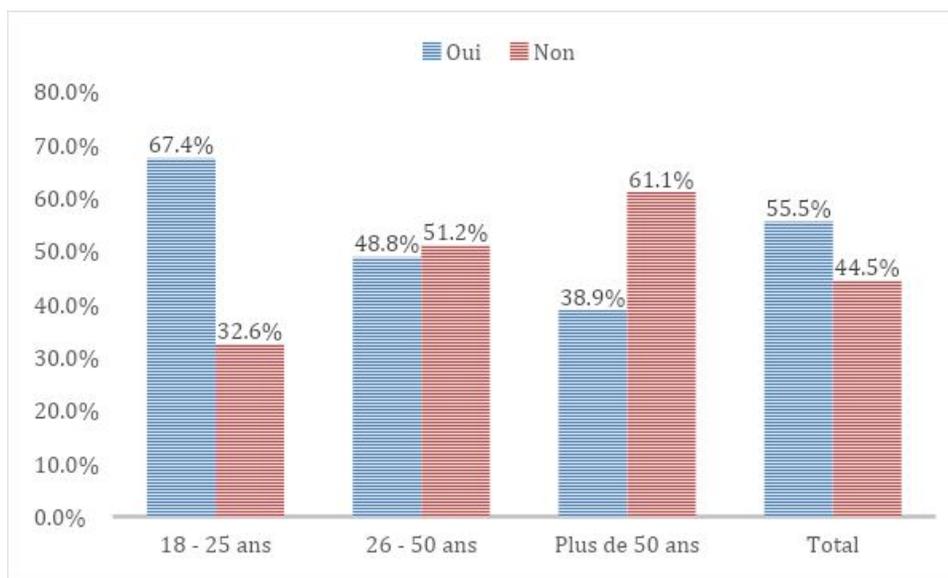
Les zones de Boké et Pita sont celles où la totalité des répondants (100%) ont souligné que les conflits sociopolitiques existent dans leurs communautés. Les deux communes de Conakry (Matoto et Ratoma) présentent des résultats différents d'autres zones de l'intérieur du pays avec respectivement 32,9% et 64,2%, les deux zones paraissent avoir moins des conflits sociopolitiques que les zones de l'intérieur (voir figure 3 de la question II.5 en Annexes).

Figure 4: Existence des conflits socio-politiques dans les zones de l'étude



Si les répondants ont insisté sur l'existence des conflits sociopolitiques dans leurs milieux respectifs, seuls 21,2% des répondants ont dit que ces conflits sont très fréquents dans les milieux, 28,1 fréquents et 50,4% moins fréquents. Les conflits sociopolitiques sont plus fréquents à Kindia 50% des répondants, suivi de Boké 43,8% et ensuite Nzérékoré avec 36,1% (plus de détails voire la figure 3 de la question II.6 en annexes).

Figure 5 : Diminution des conflits socio-politiques pendant les 12 derniers mois



Pour ce qui est de la diminution des conflits sociopolitiques, 55,5% des répondants pensent que ces conflits ont diminué pendant les 12 derniers mois tandis que pour 44,5% des répondants, ils n'ont pas diminué.

Ce sentiment se fait ressentir différemment selon les catégories d'âge, pour les jeunes (18-25 ans) 67,4% des répondants de cette catégorie ont dit que les conflits sociopolitiques ont diminué contre 48,8% de la catégorie comprise entre 26 et 50 ans et seulement 38,9% des plus de 50 ans. Pour les Répondants de Boké 83,3% pensent que les conflits sociopolitiques n'ont pas diminué, 78,9% à Nzérékoré ou encore 65,2% à Kindia. A Siguiri par contre 90,6% des répondants pensent que ces conflits ont diminué pendant les 12 derniers mois (voire la figure 3 de la question II.7 en annexe).

Pour les résultats des groupes de discussions, les répondants insistent sur le fait que les conflits sociopolitiques ont sensiblement augmenté pendant les 12 derniers mois et d'autres pensent qu'aujourd'hui si l'on peut observer une accalmie c'est grâce à la pandémie de Covid-19 qui se vit au pays et qui empêche des attroupements qui fait à ce que les différentes régions soient calmes en ces jours. Pour les hommes et les jeunes, la situation sociopolitique devient de plus en plus inquiétant car non seulement la situation ne fait qu'empirer mais aussi elle est politisée et prend petit à petit la connotation inter-ethnique ce qui peut causer plus de problèmes dans l'avenir. Des points de vue qui rencontrent visiblement les propos contenus dans la résolution de l'Union Européenne sur la Guinée du 12 février 2020, sur les violences contre les manifestants. Cette résolution « demande instamment à l'UE et à ses États membres de suspendre tout financement et de fourniture de matériel de sécurité et de répression aux forces de sécurité de Guinée pour la réduction de violences lors des manifestations et des conflits sociopolitiques ».

Pour une femme dans un groupe de discussions, Au niveau des conflits sociopolitiques, l'évolution est très minime car il y a eu des manifestations et des pertes des vies humaines ont été enregistrées, des incendies, des pertes des biens publics, des infrastructures sont enregistrés<sup>11</sup>.

Pour les informateurs clés, leurs avis restent partagés. Pour les leaders locaux et autorités locales, les tendances des conflits sociopolitiques sont à la baisse et en bonne évolution tandis que pour les acteurs d'organisations de la société civile, la situation des conflits sociopolitiques ne s'est pas améliorée pendant les 12 derniers mois. Pour un acteur de la société civile rencontré, il estime que pendant les 12 derniers mois, « la situation s'est beaucoup dégradée entre les communautés, les hommes politiques ont divisé les communautés, nous avons enregistré un conflit politique le 22 au 23 mars 2020 qui s'est transformé en conflits ethnique et religieux et qui a fait des morts ». Dans certains rapports des organisations internationales comme *Human Rights Watch*, *Amnesty International*, il est fait mention de cet aspect de choses où les acteurs politiques et ceux de la société civile locale ne partagent pas le même point de vue sur la tendance des conflits sociopolitiques dans le pays<sup>12</sup>. Le site internet Lahidi fait mention de l'augmentation durant les 12 derniers mois des cas de conflits. la situation s'est empirée de plus en plus entre le début de l'année 2019 et le premiers trimestre de l'année 2020. Ce qui soutient complètement les propos de ce membre de la société civile de la Guinée, qui pense que la situation s'est dégradée davantage durant les 12 derniers mois. (Pour davantage d'informations, consulter le site Internet [Lahidi](#), un mécanisme citoyen d'évaluation gouvernementale en Guinée).

---

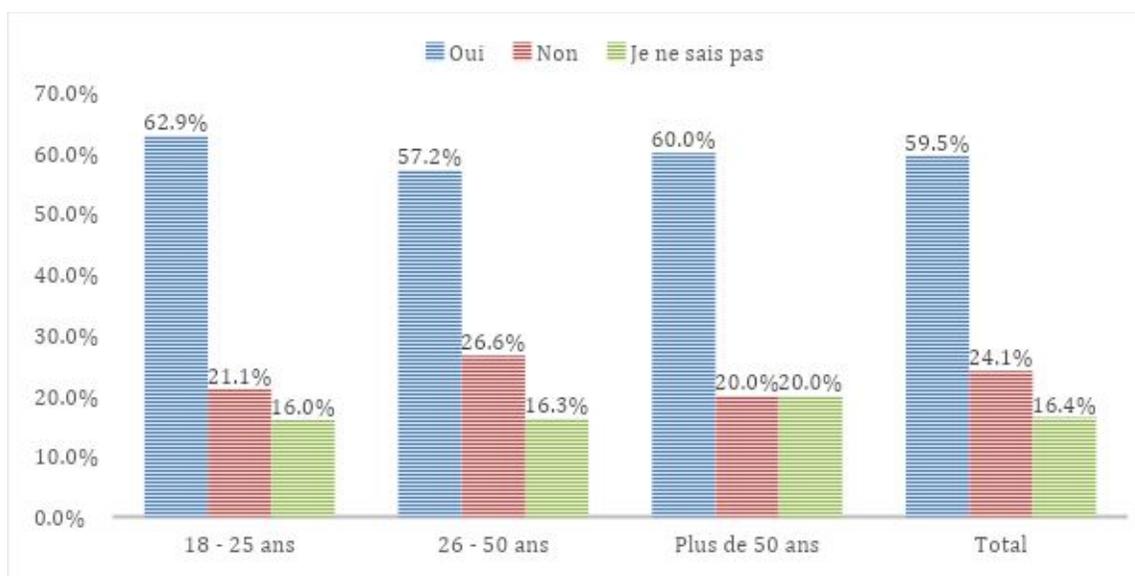
<sup>11</sup> Groupe de discussions avec les femmes de Labé.

<sup>12</sup> [Guinée : une nouvelle loi pourrait protéger les membres de la police contre toute éventuelle poursuite en justice](#) », *Human Rights Watch*, 30 décembre 2019. « [Guinea: Red Flags Ahead of the 2020 Presidential Election](#) », *Amnesty International*, April 2019.

Jusqu'à 80% des répondants ont dit qu'il existe dans leurs communautés les acteurs qui s'occupent de la résolution des conflits, 11% ont que ces derniers n'existent et 9% ne savent pas s'ils existent ou pas. Pour ce qui est des initiatives, 59,5% des répondants disent qu'il existe actuellement des initiatives locales pour résoudre les conflits, 24,1% ont dit non, ces initiatives n'existent pas et les 16,4% ignorent si oui ou non ces initiatives existent.

Pour ceux qui ont parlé de l'existence des initiatives, ils ont souligné en premier lieu les chefs locaux 38% des répondants, 33% ont parlé des groupes des jeunes, 17% ont souligné les ONG, 7% ont souligné les cours et tribunaux et 5% de répondants ont parlé d'autres initiatives.

Figure 6: Existence d'initiatives locales de résolution des conflits



En plus des mécanismes cités ci-haut, les jeunes dans les groupes de discussions pensent que des campagnes de sensibilisation et d'éducation à la paix chez les jeunes et l'implication des leaders religieux dans le processus de gestion des conflits contribueraient efficacement à lutter contre les conflits sociopolitiques y compris la création de l'emploi pour les jeunes. Cette tendance a été confirmée par plusieurs leaders communautaires rencontrés en entretiens approfondis dont l'un d'entre eux nous a confié « L'éducation collective des jeunes en matière politique à travers des causeries éducatives, tables rondes, des sensibilisations aideraient à résoudre les conflits sociopolitiques ».

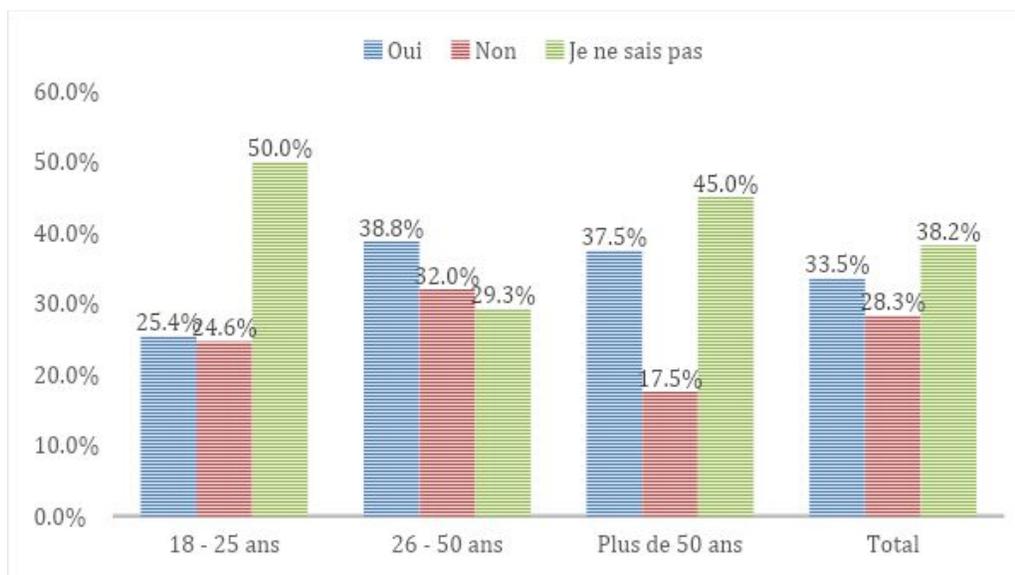
Pour les hommes et les femmes dans les groupes de discussions il faudra penser aux mécanismes qui permettent ou favorisent un dialogue social entre les membres des communautés, améliorer la gouvernance et la gestion de la chose publique seraient des éléments qui contribueraient de façon durable à l'éradication des conflits sociopolitiques. Pour ce qui est des initiatives existantes dans les communautés, il a été souligné dans les groupes de discussions notamment les résolutions des conflits au niveau des mosquées et des églises par les leaders religieux, les autorités locales qui à leur tour organisent des séances de résolution des conflits avec l'appui des sages parfois dans leurs bureaux ou chez eux à la maison.

Pour les jeunes il a été souligné qu'ils sont plus impliqués dans les sensibilisations mais participent moins aux séances de résolutions des conflits conduites par les leaders religieux et les chefs locaux.

Pour 33,5% des répondants, il existe des initiatives des jeunes au niveau local qui traitent les conflits, 28,3 ont dit que celles-ci n'existent pas et 38,2% ont dit ignorer l'existence ou non de celles-ci. Ce qui est important à souligner à ce niveau est que pour les jeunes répondants à cette étude de base seulement 25,4% des jeunes connaissent l'existence d'initiatives des jeunes pour la résolution des conflits cette tendance est presque similaire entre les répondants âgés entre 26 et 50 et les plus de 50 ans avec respectivement 38,8% et 37,5%. Les jeunes ont été notés comme étant très actifs avec les zones de Pita avec 80% des répondants qui ont dit connaître l'existence des initiatives des jeunes, suivi de Kouroussa 69% des répondants et Labé 55,6% des répondants (Voire Figure 3 de la question II.12 en annexes). Pour les jeunes dans les groupes de discussions, ils se qualifient d'acteurs principaux dans le processus de résolution des conflits, dans les troubles et les premières victimes de ces dits conflits. Pour les hommes et les femmes les jeunes sont plus impliqués dans les sensibilisations et l'éducation à la paix dans les églises ou les mosquées ou à travers des activités sportives.

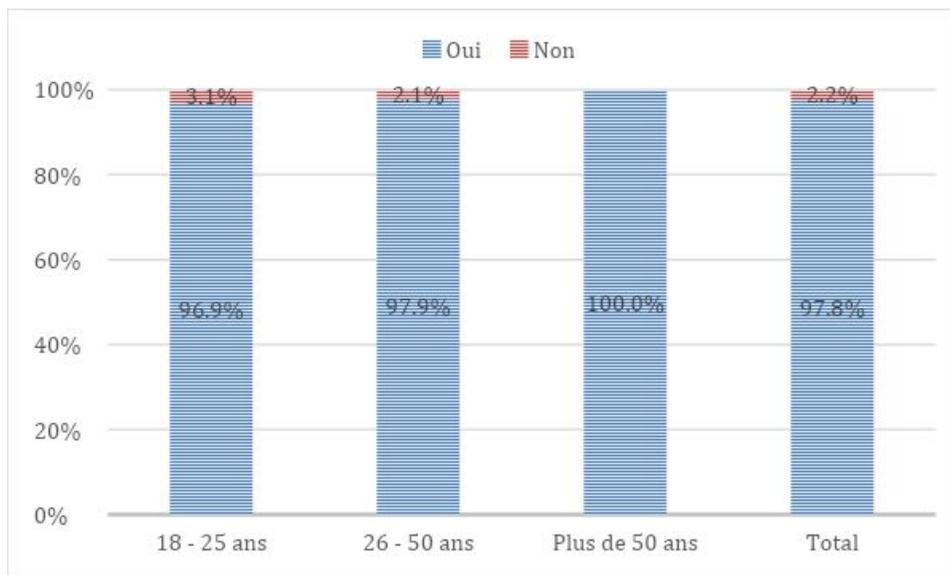
### IV.3 L'engagement des jeunes leaders dans la cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet

Figure 7: Existence des initiatives des jeunes pour la résolution des conflits.



97,8% des répondants pensent que les initiatives des jeunes contribuent à un impact positif sur la cohésion sociale au niveau local contre seulement 2,2% qui pensent le contraire. Seules les deux communes de Conakry et la zone de Nzérékoré où une petite poignée des répondants ont dit que ces initiatives ne contribuent pas à la cohésion sociale.

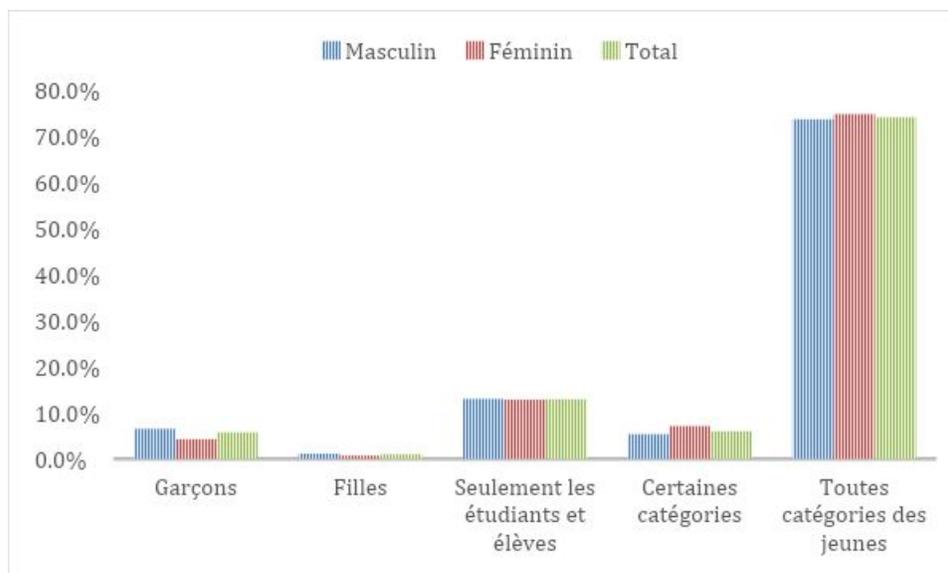
Figure 8: Opinion des répondants sur l'impact des initiatives des jeunes sur la cohésion sociale



Pour les répondants aux groupes des discussions, les hommes et les femmes ont confirmé qu'il y avait de l'impact positif des initiatives des jeunes dans la cohésion sociale au niveau local. Le suivi fait toujours défaut pour les initiatives des jeunes et un niveau d'organisation qui reste à apprécier ont souligné des femmes interrogées.

Pour les répondants, dans ces initiatives on trouve toutes les catégories des jeunes 74,3%, et pour 13% des répondants on y trouve seulement les étudiants et élèves, 5% ont dit qu'il n'y a que des garçons dans ces initiatives. La figure en dessous donne plus de détails

Figure 9 : Composition des groupes d'initiatives des jeunes

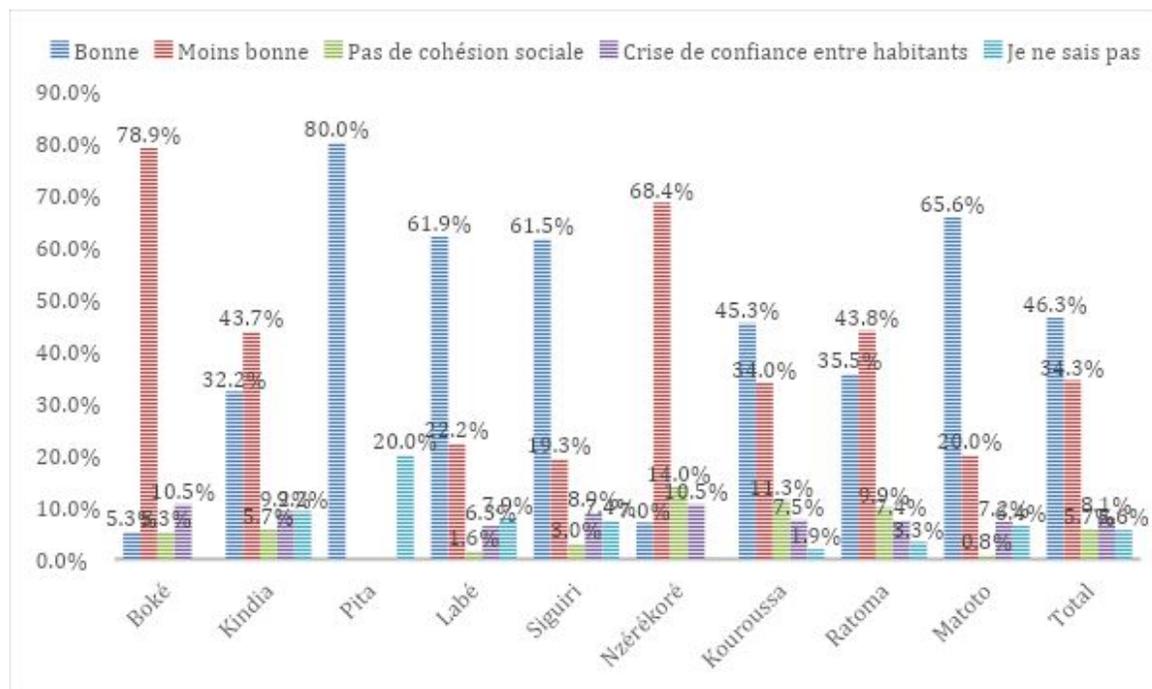


46,2% des répondants ont dit que ces initiatives existent depuis plus de 3 ans, 39,5% pensent qu’elles existent depuis entre 1 et 3 ans et enfin 14,3% ont dit qu’elles ont moins de 1 ans (voire la figure 2 de la question II.16 en annexes). Pour les femmes dans les groupes de discussions, ce ne sont pas toutes les catégories des jeunes qui participent à ces initiatives, en particulier pour elles les garçons sont très actifs et on y trouve très peu des filles. Pour les hommes, ce qui élimine certaines catégories des jeunes dans certaines initiatives, reste le caractère parfois politique que revêt ces initiatives qui empêche à d’autres jeunes de participer.

Pour 46,3% des répondants, le niveau de cohésion sociale dans leurs communautés est bonne, 34,3% pensent qu’elle est moins bonne et 5,7% pensent qu’elle est inexistante. Les régions de Boké et Nzérékoré sont celles où plus de répondants ont mentionné que la cohésion sociale est moins bonne avec respectivement 78,9% et 68,4% des répondants. Cette affirmation peut être confirmée par le fait que le répondants dans ces deux zones ont été ceux qui ont mentionné l’existence des violences et des conflits dans leurs communautés.

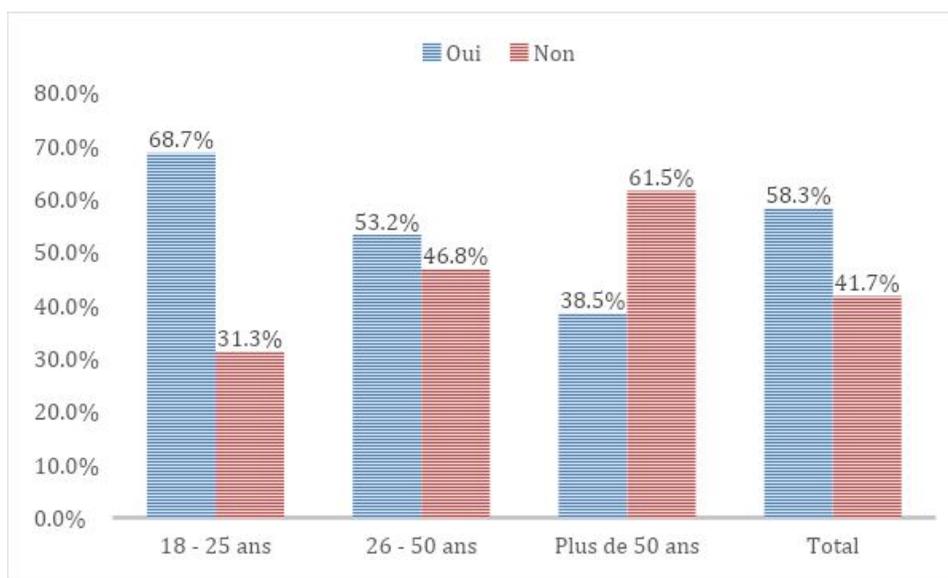
Pour favoriser l’inclusion de toutes les catégories au sein dans les initiatives des jeunes il serait mieux de recourir aux associations des jeunes existantes, les rendre dans la mesure du possible formelles et celles qui veulent rester informelles les structurer puis enfin les renforcer et surtout encourager les jeunes filles à se joindre à ces associations nous a confié un leader local dans un entretien. Le manque d’organisation a été citée comme élément ne facilitant pas l’efficacité des initiatives des jeunes, le renforcement des capacités comme proposé par les répondants serait capital pour les rendre plus efficace.

Figure 10: Niveau de cohésion sociale selon les répondants dans les communautés



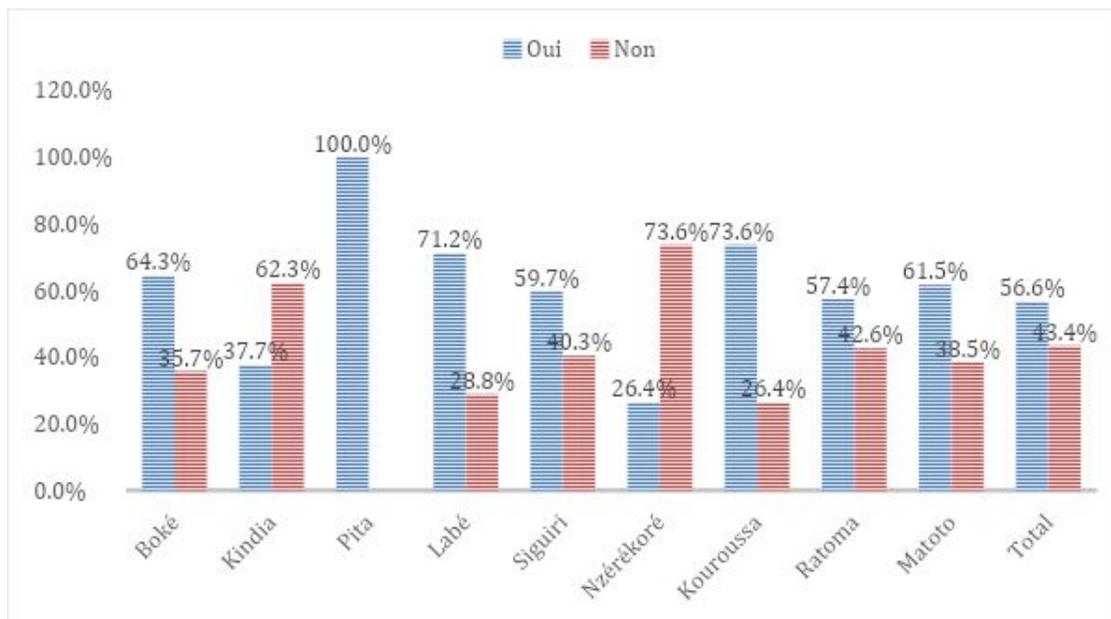
Pour 58,3% des répondants, la cohésion sociale s’est améliorée pendant les 12 derniers mois contre 41,7% des répondants qui pensent que la situation est restée statique. Les résultats des groupes de discussions font état d’une situation plus complexe dans les 12 derniers mois avec plus de manifestations et des conflits liés au contexte électoral. La situation s’est dégradée de plus en plus durant les 12 derniers mois comme l’ont soutenu les participants aux groupes de discussion des jeunes et femmes. Les jeunes qui sont des acteurs de cette cohésion sociale, ont aussi participé aux différentes manifestations et violences qui ont emmaillé les différentes revendications d’une bonne partie de la population et l’opposition politique. *Des nombreux répondants* ont souligné le fait que la pandémie de Covid-19 a imposé d’une certaine manière l’arrêt des regroupements et des manifestations suite aux mesures de restrictions annoncées par le gouvernement.

Figure 11: Pourcentage des réponses qui pensent que la cohésion sociale s'est améliorée pendant les 12 derniers mois



Les initiatives de paix des jeunes ont contribué à cette amélioration de la situation pour 56,6% des répondants et 43,4% pensent que non pour les répondants au sondage bien que ceci ait été relativisé au niveau qualitatif disant que la situation s’est aggravée et que l’accalmie observée actuellement serait due au contexte sanitaire et les mesures de restrictions données par le gouvernement. Pour les catégories d’âge comprises entre 18 et 50 ans les tendances sont les mêmes quant à l’impact des jeunes sur l’amélioration de la cohésion sociale tandis que pour les plus de 50 ans seulement 50% pensent que ces initiatives ont eu un impact positif à la cohésion sociale locale (voire figure 2 de la question III.3 en annexes).

Figure 12 : Pourcentage des répondants qui pensent que les initiatives des jeunes ont contribué à l'amélioration de la cohésion sociale

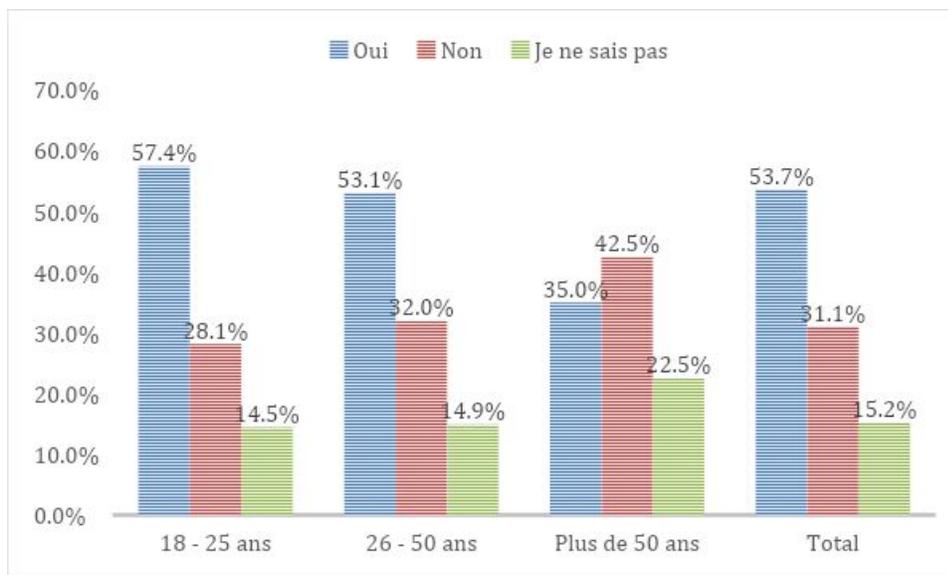


Les résultats des groupes de discussions font état d'une croissance des conflits socio-économiques qui continuent à fragiliser la cohésion sociale au sein des communautés. Ces conflits sont issus du contexte préélectoral qui caractérise le pays depuis plusieurs mois selon un membre d'une organisation de la société civile locale rencontré. Pour les femmes dans les groupes de discussions, elles pensent que cette situation s'empire du jour au lendemain parce que les jeunes ne sont pas impliqués dans le processus de consolidation de la paix à tous les niveaux et dans la prise de décision dans la gestion de la vie communautaire, nous a-t-elle confié une femme « Nous demandons aux décideurs d'impliquer davantage les jeunes leaders dans la prise de décisions, d'organiser des formations de renforcement des capacités des jeunes leaders dans la prévention des conflits pour que ces derniers deviennent acteurs et promoteurs de la paix ». De ces résultats ressort une contradiction entre les données qualitatives qui soutiennent que les conflits surtout socioéconomiques et politiques se sont accrus pendant les 12 derniers mois tandis que pour les données quantitatives la situation s'est améliorée pour 58% des répondants. Presque tous les groupes de discussions étaient unanimes sur le fait que la situation ne s'est pas améliorée ce qui laisserait dire que pour la partie quantitative, certains répondants auraient donné des réponses socialement correcte ou encore le fait de rentre 12 mois derrière pour apprécier aurait biaiser les réponses des enquêtés.

Pour 53,7% des répondants, ils ont confirmé connaître un jeune leader dans leurs communautés contre 31,1% qui ont dit ne pas connaître des jeunes leaders dans leurs communautés. Pour les hommes dans les groupes de discussions, ils pensent que les jeunes leaders sont indispensables pour une stabilisation et cohésion sociale de leurs communautés et

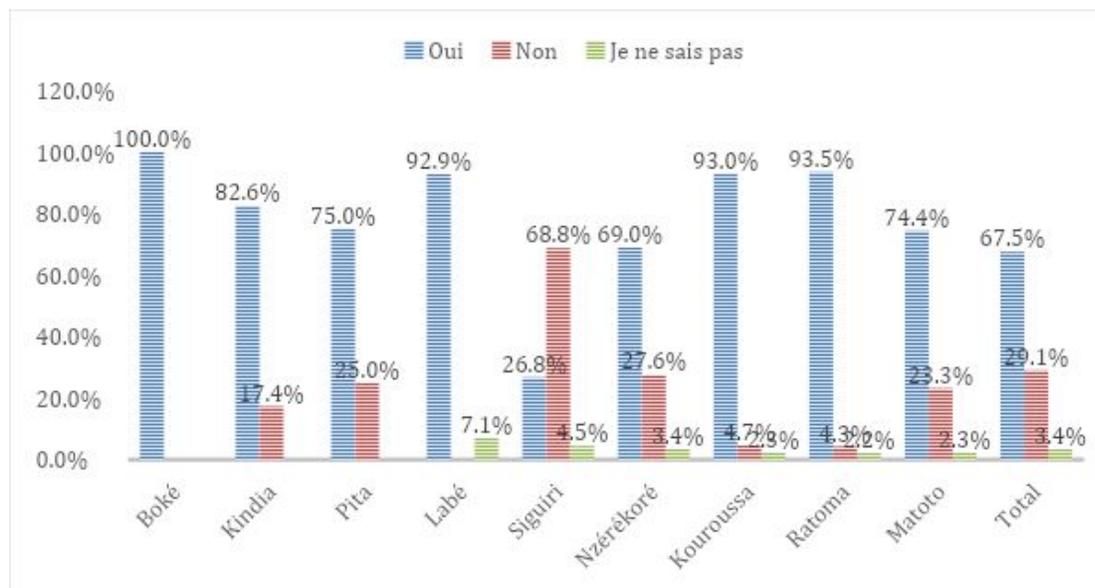
pour les femmes les jeunes nécessitent plus d'appui technique car ils ont déjà des initiatives bien qu'avec un niveau d'organisation minime.

Figure 13: Pourcentage des répondants qui disent connaître des leaders jeunes



Les jeunes leaders sont engagés dans les actions de consolidation de la paix au niveau local (67,8% des répondants) et très actifs pour certaines zones ciblées par le projet. Pour les hommes dans les groupes de discussions « les jeunes sont des acteurs de la paix, ils jouent le rôle d'information, de sensibilisation, d'éducation, de communication, ils peuvent également faire des plaidoyers auprès des décideurs, il leur manque un niveau considérable d'organisation ».

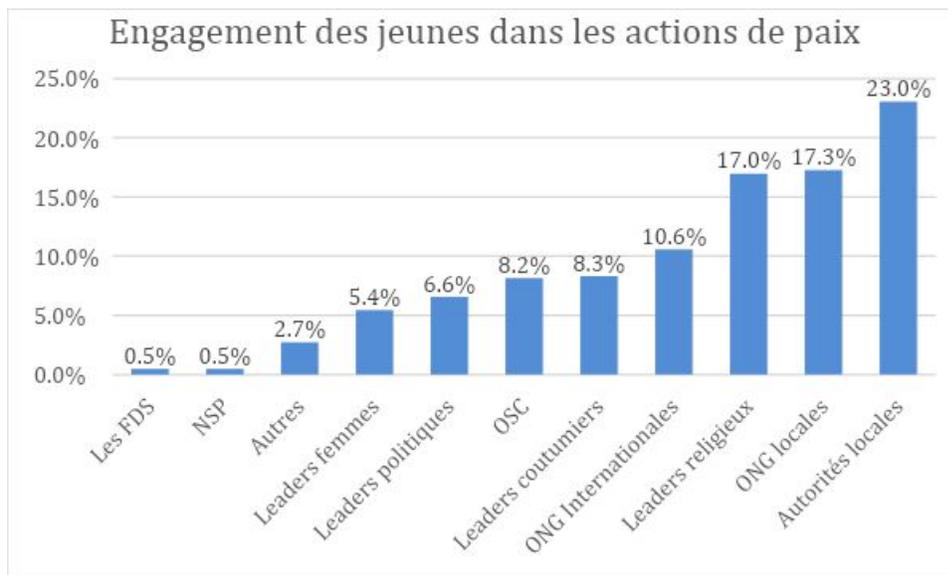
Figure 14 : Pourcentage des membres des communautés qui pensent que les jeunes leaders sont engagés dans le processus de paix



Dans la préfecture de Siguiri, plus de répondants ont dit que les jeunes leaders ne sont vraiment pas engagés dans des actions de paix au niveau local avec 68,8% des répondants suivie de Nzérékoré avec 27,6% suite au manque d'initiatives les impliquant. Ces deux préfectures nécessitent donc un plus grand appui aux jeunes pour que ces derniers s'engagent dans les actions de paix au niveau local. Pour 35,2% des répondants, le niveau d'engagement des jeunes dans leurs communautés est très élevé tandis que 30,1% pensent que leur engagement est moyen, 12,9% pensent que ces derniers sont écartés des actions de paix dans les communautés, 10,5% pensent que les jeunes sont absents du processus de cohésion sociale locale (voire les figures 1,2 et 3 de la question III.9 en annexes).

Pour les répondants ce sont les autorités locales qui impliquent plus les jeunes dans les actions de paix au niveau local (23% des répondants). La figure ci-dessous donne plus de détails :

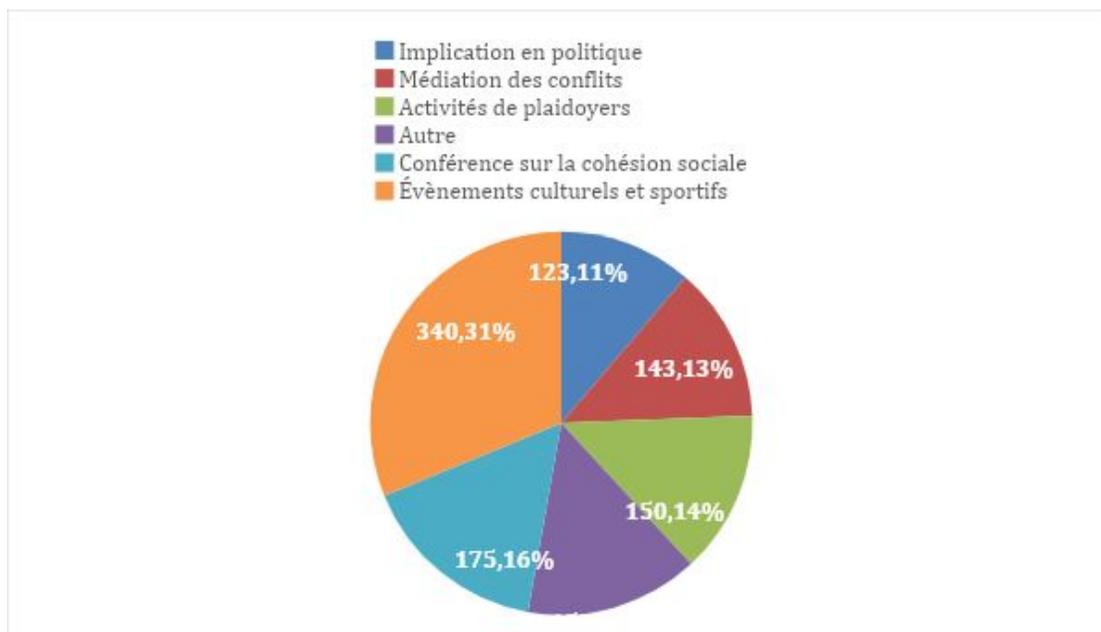
Figure 15: Les catégorie des personnes qui engagent les jeunes dans les actions de paix au niveau local



Bien que pour les résultats quantitatifs montrent que les autorités locales appuient ou engagent plus les jeunes, les résultats qualitatifs montrent que cet appui reste minime et nécessiterait plus d'efforts dans l'accompagnement et le coaching pour l'efficacité des jeunes. Pour d'autres par contre, cet appui est sélectif car on implique seulement les jeunes qui parlent le même langage avec ces autorités, et de l'autre part il est discriminatoire car certains jeunes sont juste exclus. Pour les femmes, les autorités peuvent impliquer les jeunes dans la résolution des conflits au niveau local mais pour des initiatives propres aux jeunes, ils ne sont pas accompagnés par les autorités locales. Ceci vient donc corroborer les affirmations antérieures sur l'implication par les hommes et les jeunes.

Pour les répondants au sondage, les jeunes actifs dans leurs communautés travaillent plus dans les événements culturels et sportifs, 31% des répondants, en suite des conférences sur la cohésion sociale 16% ou encore des plaidoyers 14%. Ceci vient appuyer la tendance des groupes de discussions qui ont montré que les jeunes ne participent pas aux séances de résolution des conflits avec les leaders religieux ou autorités locales mais plutôt ils sont plus actifs dans les sensibilisation à travers les activités culturelles et sportives et des sensibilisations dans les Églises et Mosquées.

Figure 16 : Les actions de paix dans lesquelles les jeunes sont engagés dans leurs communautés

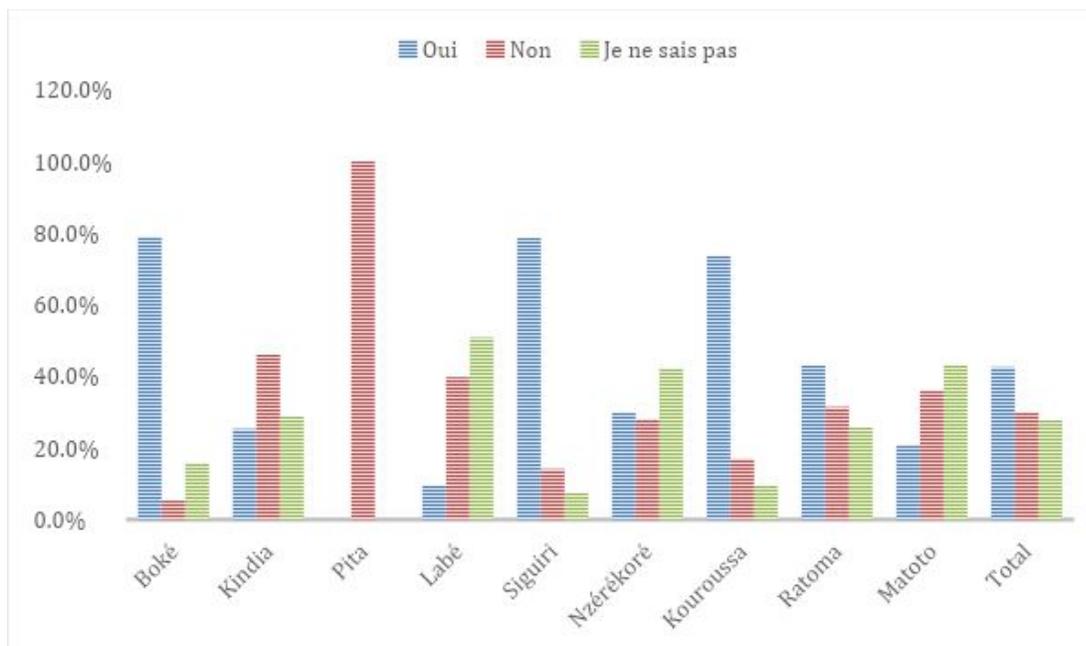


Malgré le fait que certains leaders des jeunes soient engagés dans les actions de paix dans leurs communautés, les répondants pensent qu'il existe d'autres catégories des jeunes qui sont exclus ou rejetés et qui ne participent pas aux actions de paix au niveau local.

42,6% des répondants ont dit qu'il existe certaines catégories des jeunes dans leurs communautés qui sont exclus du processus ou des initiatives de cohésion sociale, et seulement 29,8% pensent que toutes les catégories sont incluses dans le processus et 27,7% se sont abstenus de répondre à la question (voire la figure 2 de la question III.12 en annexes).

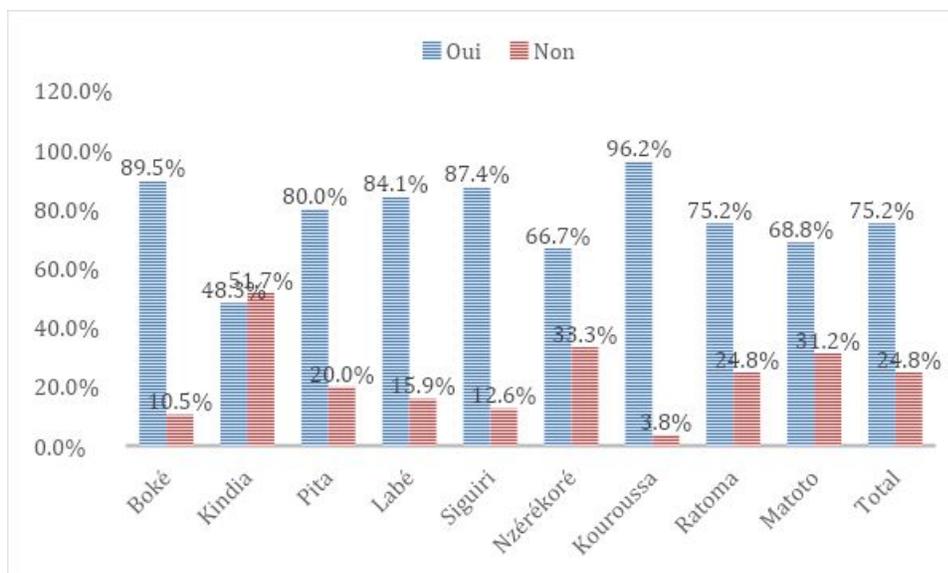
Le sentiment d'exclusion des certaines catégories des jeunes a été plus exprimé à Boké, Siguiri et Kouroussa avec respectivement 78,9%, 78,5% et 73,6% des répondants qui pensent que certaines catégories des jeunes sont exclus dans les actions de paix dans leurs communautés suite à leur neutralité ou encore obédience politique .

Figure 17 : Pourcentage des répondants qui pensent que certaines catégories des jeunes sont exclues dans les actions de la paix



Bien qu’avec des différences selon les localités de l’étude, 75,2% des répondants ont dit pouvoir compter sur les jeunes de leurs communautés pour renforcer la cohésion sociale locale. Une différence a été notée cependant par rapport aux catégories d’âge comme nous montre la figure en bas.

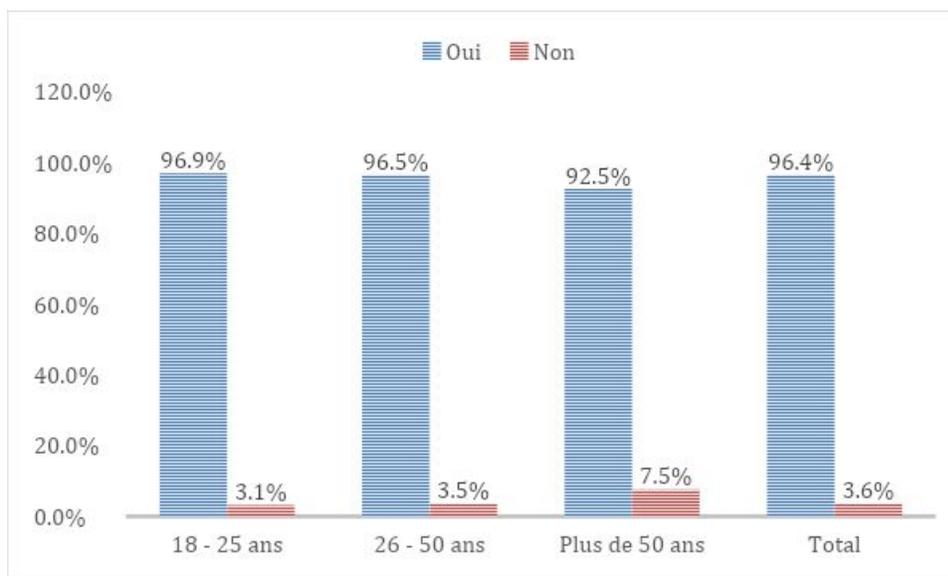
Figure 18 : Pourcentage des répondants qui ont dit pouvoir compter sur les jeunes pour renforcer la cohésion sociale



## IV.4 Le rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits

La nécessité d’impliquer les jeunes dans les efforts de prévention des conflits et la cohésion sociale est soulignée par 96,4% des répondants comme étant importante pour des résultats durables dans la cohésion sociale.

Figure 19 : Pourcentage des répondants qui pensent qu’il est nécessaire d’impliquer les jeunes dans les actions de paix par âge



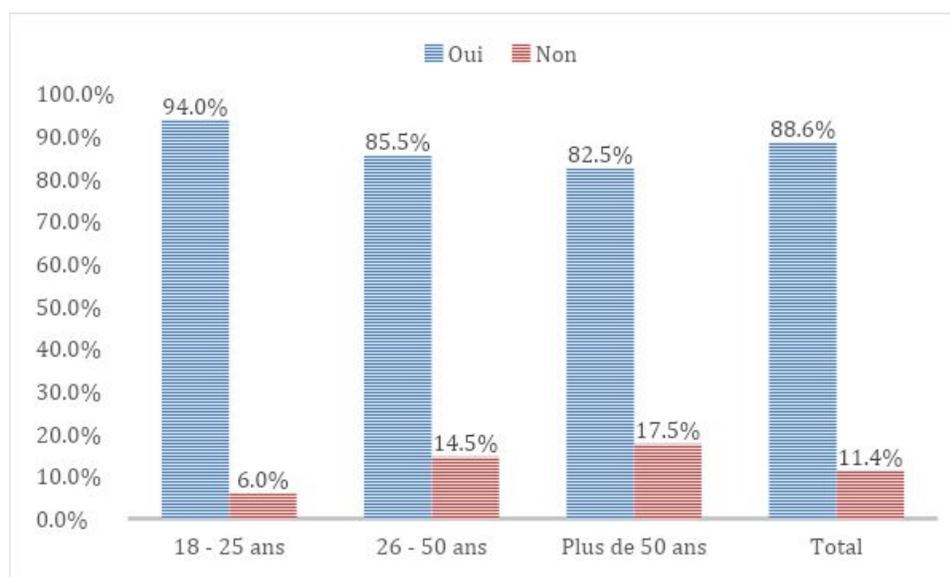
Pour les enquêtés, les jeunes constituent une couche importante d’acteurs clés et donc difficile de parler même de la cohésion sociale sans leur implication (44,6% des répondants), en suite pour les autres répondants, les jeunes sont très actifs dans les conflits 31,4% et pour 21,8% de répondants, il est difficile même de parler de la cohésion sociale sans l’implication et l’appropriation de tout le monde (voir la figure 2 de la question IV.15 en annexes).

Pour ce qui est du rôle que peuvent ou doivent jouer les jeunes 88,6% des répondants ont dit, connaître le rôle que doivent jouer les jeunes dans les efforts de prévention des conflits et la cohésion sociale. Pour les informateurs clés rencontrés, il faut responsabiliser les jeunes en renforçant leurs capacités sur les dangers des conflits sur le court et long-terme sur tous les secteurs de la vie courante car ils sont plus manipulés par différents acteurs. Pour les autres, les jeunes doivent s’associer et inclure différentes tendances avec des projets promoteurs de la paix et de cohésion sociale leur permettant de discuter des potentiels conflits et problèmes de leurs communautés et de faire des actions de plaidoyer à tous les niveaux pour prévenir ces conflits et ainsi asseoir la cohésion sociale.

Au niveau des résultats quantitatifs, les répondants ont souligné plus les activités de sensibilisation sur la cohésion sociale 32% des répondants, en second lieu les discussions avec les autres jeunes sur les questions de paix et développement 26%, ensuite 21% des répondants pensent que les jeunes doivent plus s’impliquer dans les questions sociales au sein de leurs communautés, 19% des répondants pensent à l’organisation des fora sur la paix et le développement et 2% ont pensé à d’autres types d’activités.

Ces réponses ont été soutenues par les résultats des groupes de discussions avec les hommes et les femmes qui pensent que pour plus d’efficacité dans la recherche de la cohésion sociale en impliquant les jeunes, il serait mieux d’associer le développement communautaire et l’appui aux activités génératrices de revenu au processus de cohésion sociale car plusieurs jeunes sont manipulés par manque d’activité et des moyens économiques.

Figure 20 : Pourcentage des répondants qui disent connaître les rôles des jeunes dans la cohésion sociale



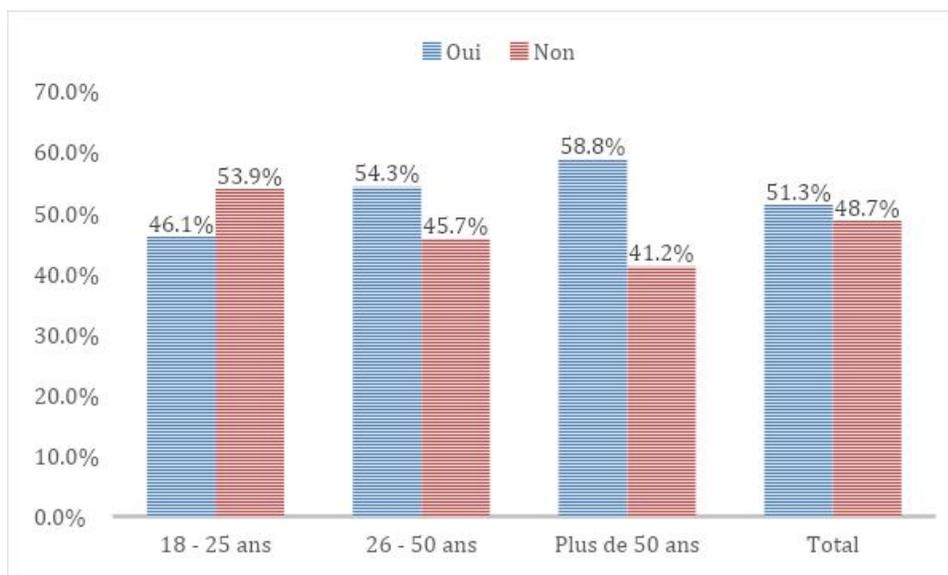
Pour ce qui de la nécessité d’inclure les jeunes dans les efforts de prévention des conflits et cohésion sociale, l’unanimité s’est dégagée que ce soit au niveau des groupes de discussions ou encore les entretiens avec les informateurs clés sur l’importance d’inclure les jeunes car ces derniers sont des acteurs actifs dans plusieurs conflits sociopolitiques et leur implication dans les actions favorisera des résultats positifs.

Bien que l’unanimité se soit dégagée sur la nécessité d’inclure les jeunes dans les actions de prévention des conflits, les répondants à l’enquête font état de 51,3% qui disent que d’autres acteurs comme les leaders religieux, leaders communautaires impliquent les jeunes dans les actions de prévention des conflits et cohésion sociale au niveau local. Les tendances diffèrent cependant selon les catégories d’âge et par exemple chez les jeunes âgés entre 18 et 25 ans seulement 46,1% ont dit que les autres acteurs impliquent les jeunes dans les actions de

prévention des conflits et plus l'âge des répondants avance les réponses deviennent positives (58,8% pour les plus de 50 ans).

Pour les informateurs clés, les jeunes ne sont pas associés dans les vraies actions de prévention des conflits ou cohésion sociale et même quand ils sont associés, ils n'ont pas des moyens conséquents et ne jouent que des rôles apparents dans le processus. Pour les hommes et les femmes, les jeunes sont plus associés (en tant qu'acteurs et victimes)aux manifestations politiques et pas vraiment dans les actions de prévention des conflits et cohésion sociale. Il ressort de ces résultats que les jeunes ne sont vraiment pas associés aux actions d'envergure sur la cohésion sociale et cela est la conséquence de leur manque de moyen pour pouvoir initier leurs propres actions de cohésion sociale. Ces derniers sont plus souvent utilisés comme acteurs les conflits visibles dans les manifestations et autres actions de déstabilisation.

*Figure 21 : Pourcentage des répondants qui disent que les autres acteurs impliquent les jeunes dans les actions de prévention de la paix par âge*



## V. Conclusions

En conclusion, les résultats de cette étude de base qui visait à renseigner les valeurs de base des indicateurs du projet Foniké ont montré que :

l'existence des conflits dans les zones cibles du projet reste une réalité. Les répondants à l'étude jusqu'à 68,9% ont reconnu l'existence des conflits dans leurs communautés. Il a été constaté que les répondants de l'intérieur du pays notamment à Siguiri, Nzérékoré, Boké ou encore Kouroussa ont plus mentionné l'existence des conflits que ceux de deux commune de Conakry . Le contexte actuel lié à la période préélectorale amplifie les conflits sociopolitiques qui sont allés jusqu'à causer mort d'hommes et dans lesquels les jeunes sont acteurs principaux et principales victimes.

Au sein des communautés, les mécanismes de résolution des existent y compris les initiatives des jeunes pour 80% des répondants. Ces mécanismes sont ceux des chefs locaux, jeunes leaders. Les jeunes bien qu'ayant des initiatives manquent encore de presque tout pour être efficaces dans leurs démarches de la recherche de la paix et de la cohésion sociale notamment une bonne structuration, les moyens matériels et financiers ainsi que les capacités nécessaires de mobilisations des parties prenantes. Il a été noté que les jeunes filles sont moins présentes dans les initiatives existantes des jeunes au sein des communautés.

Les jeunes en tant qu'acteurs incontournables dans la stabilisation des zones ciblées par le projet présentent un atout et opportunité d'investissement à long-terme pour le projet et participent en ces jours bien qu'avec des capacités et moyens limités dans la cohésion sociale dans leurs communautés (56,6% des répondants). La collaboration entre les jeunes et les autorités restent apparente et est plus soulignée pour les activités politiques et ceux qui sont associés à ces activités sont ceux qui répondent à l'obédience politique de ces autorités. Dans les vraies actions de cohésion sociale les jeunes sont donc absents au plus haut niveau.

Le niveau de cohésion sociale dans les communautés ciblées, 34,3% des répondants pensent qu'elle est moins bonne et 5,7% de répondants, ont dit que la cohésion sociale n'existe pas au sein de leurs communautés. Ce sentiment a été plus souligné dans les régions de l'intérieur du pays que la ville de Conakry. C'est les cas notamment des régions de Boké et Nzérékoré qui ont été celles où les conflits violents ont été reportés. 58,3% des répondants ont dit que la situation des conflits s'est améliorée dans les 12 derniers mois et pour les répondants aux groupes de discussions, ce sentiment est plus dû grâce à l'arrêt des manifestations préélectorales suite aux mesures de protection contre le Covid-19 qui fait à ce que la situation paraît plus mais aussi tôt que tout reviendra à la normale, le risque reste élevé que la situation revienne au point de départ.

Pour finir, les jeunes représentent un signe d'espoir pour plusieurs membres des communautés en ce qui concerne la cohésion sociale si ces derniers reçoivent les appuis nécessaires pour leur efficacité. 75,2% des répondants ont dit qu'ils peuvent compter sur les jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans leurs communautés respectives et 96,4% pensent qu'il est nécessaire de les impliquer dans tout le processus de cohésion sociale.

## VI. Recommandations

Au regard des données développées et présentées dans cette évaluation de base et des discussions menées avec les différentes parties prenantes contactées, les recommandations suivantes ont été formulées en vue de l'amélioration de la qualité des services à rendre aux communautés locales. Les recommandations portent sur le management du projet, la réduction des conflits sociopolitiques dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes (filles et garçons), l'engagement des jeunes leaders dans la cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet, et le rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits.

### Pour le Management du Projet :

- Pour les hommes et les hommes dans les communautés cibles, il serait mieux d'intégrer les aspects de développement communautaire et appui aux activités génératrices de revenu pour plus d'efficacité des actions jeunes sur le terrain. Pour cela il est primordial de renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre en suivi-évaluation-capitalisation des notamment sur la problématique de l'offre d'appui aux jeunes pour le développement des innovations sociales et économiques dans le cadre des initiatives génératrices de revenu afin que ces derniers soient capable de financer seuls certaines de leurs initiatives;
- Établir et renforcer les alliances avec d'autres acteurs et réseaux spécialisées dans des secteurs économiques complémentaires pour donner plus d'ampleurs aux résultats du projet. Il s'agira de contribuer au financement des projets des jeunes au-delà de leur accompagnement pour l'élaboration des plans d'affaire et leur mise en application par exemple pour éviter des frustrations dues à la non poursuite des ambitions suite à un manque des moyens financiers.
- En ce qui concerne l'impact des initiatives des jeunes sur le terrain, il a été constaté que ces derniers manquent des connaissances et outils nécessaires pour mener des actions d'envergure et efficaces sur le terrain. Le renforcement des capacité permettra aux structures formelles et informelles des jeunes de se doter des connaissances et techniques nécessaires pour leur efficacité. Il est donc recommandé, de mettre en place un plan de renforcement de capacité qui cible la remise à niveau des collaborateurs/partenaires pour plus de professionnalisme dans leurs actions et leur renforcement institutionnel et en second lieu pour mieux accompagner les autres jeunes sur le terrain;

- L'un des constats fait par les répondants était que les actions des jeunes manquaient de suivi et par conséquent les résultats n'étaient pas durables. Sur ce, il est recommandé de mener une étude sur comment rendre durable les actions des groupes des jeunes avec lesquels Search travaillera dans le cadre de ce projet ;
- Basé sur les résultats de l'indicateur % décideurs locaux et des leaders communautaires qui reconnaissent la nécessité d'inclure les jeunes hommes et jeunes femmes dans les actions de prévention et de gestion des conflits où 97,3% des leaders et décideurs ont reconnu la nécessité d'inclure les jeunes, l'équipe de gestion du projet devrait réduire les efforts pour les activités du résultat 3 du projet en mettant un accent sur la construction du leadership des jeunes et leur structuration.

### **Pour la réduction des conflits sociopolitiques dans les localités ciblées par le projet grâce à l'implication des jeunes (filles et garçons)**

- Bien que les résultats quantitatifs nous aient montré que les leaders religieux et leaders locaux impliquent les jeunes dans les actions de cohésion sociale au niveau local, les résultats des groupes de discussions ont montré que les jeunes ne jouent qu'un rôle apparent dans les actions de cohésion sociale au niveau local. Il serait important donc d'impliquer les leaders religieux à côté des autorités locales et des jeunes (toutes les catégories), dans tout le processus de gestion des conflits et la consolidation de la paix contribuerait efficacement à lutter contre les conflits sociopolitiques au sein des communautés y compris la création de l'emploi pour les jeunes afin que les jeunes jouent un rôle primordial dans la recherche de la cohésion sociale ;
- Mettre en place des mécanismes de dialogue, de paix au niveau communautaire et de concertation entre les groupes de jeunes (garçons et filles). Plus particulièrement, le projet devra viser le renforcement des dispositifs des jeunes de prévention et de gestion pacifique des conflits existants, leur opérationnalisation et de réponse rapide sensible au genre et animé par les jeunes afin de contribuer à la gouvernance locale et à la participation citoyenne pour la résolution des conflits et la consolidation d'une paix durable en Guinée ;
- Mettre en place et/ou redynamiser des structures des jeunes en les rendant plus inclusives et sensibles au genre leurs pour piloter des actions et initiatives de prévention et résolution des conflits ;

### **Pour l'engagement des jeunes leaders dans la cohésion sociale au sein des communautés ciblées par le projet,**

- Les jeunes leaders (filles et garçons) doivent être en mesure de faire valoir leurs droits et devoirs en termes de citoyenneté et de participation aux mécanismes communautaires de gouvernance des conflits et de développement communautaire. Pour ce faire, ils doivent être structurés et formés par le projet ;

- Pour ce qui est des initiatives des jeunes, les résultats ont montré que les jeunes de Siguiri et Nzérékoré où les jeunes ont été rapportés comme étant moins actifs dans les actions de paix au niveau local. Il est donc capital de les accompagner de manière spécifique dans la structuration et la capacitation pour qu'ils s'engagent dans les actions de transformation des conflits et de consolidation de la paix au niveau local ;
- Les autorités locales et décideurs doivent appuyer ou engager plus les jeunes (filles et garçons) de toutes les catégories dans toutes les initiatives de résolution des conflits au niveau local surtout celles qui concernent les conflits sociopolitiques et le développement communautaires ;
- Impliquer et surtout responsabiliser toutes les catégories sociales particulièrement les filles et les personnes vivants avec handicaps et les minorités ethniques spécifiquement à Boké, Siguiri et Kouroussa ;

### **Pour le rôle potentiel des jeunes en tant que moteurs de cohésion sociale et nécessité de les inclure dans les efforts de prévention des conflits**

- Accompagner les jeunes leaders (filles et garçons) à s'impliquer et s'approprier les questions sociales au sein de leurs communautés ( pas seulement les questions liées à la gestion et résolution des conflits mais aussi les questions liées au développement communautaire et promotion des initiatives locales en termes de création de l'emploi pour les jeunes ;
- Privilégier l'organisation des visites de partage d'expérience et de conseils des jeunes modèles de réussite en provenance des localités ciblées par le projet, permet de soutenir et d'encourager le développement d'initiatives locales positives de la jeunesse ; de bonnes pratiques capitalisées ;
- Privilégier et encourager la création des initiatives et activités génératrices des revenus impliquant les jeunes, il serait mieux d'associer le développement au processus de consolidation de la paix car plusieurs jeunes sont manipulés par la classe politique par manque d'occupations, d'activités génératrice de revenu et des moyens économiques ;
- Les autorités et décideurs doivent associer les jeunes à des vraies actions et initiatives de prévention et de résolution des conflits et de cohésion sociale pour qu'ils arrivent à jouer un rôle actif et décisif au lieu d'être toujours associés aux manifestations politiques.

### **Pour l'équipe DME de Search**

- Les indicateurs : % de jeunes leaders qui déclarent que leur initiative a eu un impact sur la dynamique de conflits dans leurs localités et % décideurs locaux et des leaders communautaires qui reconnaissent la nécessité d'inclure les jeunes hommes et jeunes femmes dans les actions de prévention et de gestion des conflits n'ont pas montré leur pertinence après les analyses de cette étude de base. Il serait donc mieux de penser à un changement d'indicateur car pour le premier le fait de demander aux jeunes d'évaluer eux-mêmes l'impact de leurs initiatives sur la cohésion sociale ne laisse plus de chance à

l'objectivité et amènerait comme s'était le cas aux réponses positives de la part des jeunes (94,6% ont dit oui à cette question) et pour l'indicateur concernant la nécessité d'inclure les jeunes par les décideurs, il reste très subjectifs et prédisposent les répondants à une réponse positive qui semble être socialement correcte.

Je recommande donc de changer ces deux indicateurs avec d'autres indicateurs moins subjectifs pouvant mieux renseigner sur l'impact du projet auprès des bénéficiaires comme par exemple : % des membres des communautés qui disent que les initiatives des jeunes ont accru dans leurs communautés (33,5% pour cette étude de base) ou encore le % des membres des communautés qui pensent les jeunes leaders au sein de leurs communautés sont engagés dans le processus de paix (67,5% pour cette étude de base) ces indicateurs peuvent être accompagnés par des données qualitatives à travers la collecte d'histoire de succès sur l'impact de leurs actions ;

- Pour continuer à apprendre de cette évaluation, l'équipe DME de Search devra organiser une séance d'apprentissage sur base des résultats clés de cette étude de base pour mieux comprendre ces résultats, comment ils peuvent affecter le projet et définir ensemble avec l'équipe comment mettre en œuvre les différentes recommandations contenues dans ce rapport et d'autres pouvant venir de la séance d'apprentissage.

## 6. Annexes

---

### Annexe 1: Outils

L'annexe sera envoyé dans un document séparé.

### Annexe 2: Documents Utilises

1. CHATELOT Christophe, « [Alpha Condé : 'Je ferai ce que veut le peuple de Guinée'](#) », Le Monde, 24 octobre 2019
2. BARRY Diawo, « [Guinée : que contient le projet de nouvelle Constitution proposé par Alpha Condé ?](#) », Jeune Afrique, 20 décembre 2019.
3. « [Guinée : Violente manifestation dans la région minière](#) », RFI, 14 octobre 2019.
4. « [Guinée : événements de 2019](#) », Human Rights Watch, 2020. Selon Amnesty International, en 2018, 19 manifestants et passants sont décédés lors de manifestations organisées face au report important des élections locales.« [Guinée : une nouvelle loi pourrait protéger les membres de la police contre toute éventuelle poursuite en justice](#) », Human Rights Watch, 4 juillet 2019.
5. Le 12 février 2020, le Parlement européen a adopté une [résolution sur la Guinée Conakry](#), notamment sur les violences contre les manifestants. Entre autres, la résolution « demande instamment à l'UE et à ses États membres de suspendre tout financement et de fourniture de matériel de sécurité et de répression aux forces de sécurité de Guinée Conakry ».
6. Selon l'Institut National des Statistiques (INS) de la Guinée, IHS 2014.
7. <https://social.un.org/youthyear/docs/Regional%20Overview%20Youth%20in%20Africa.pdf>; African Economic outlook  
<http://www.africaneconomicoutlook.org/en/statistics>
8. Konate, H., et all. (2019). Rapport Pays : Guinée, p 18-19.
9. <https://social.un.org/youthyear/docs/Regional%20Overview%20Youth%20in%20Africa.pdf>; African Economic outlook  
<http://www.africaneconomicoutlook.org/en/statistics>
10. <http://www.raosoft.com/samplesize.html>
11. [Guinée : une nouvelle loi pourrait protéger les membres de la police contre toute éventuelle poursuite en justice](#) », Human Rights Watch, 30 décembre 2019. « [Guinea: Red Flags Ahead of the 2020 Presidential Election](#) », Amnesty International, April 2019.
12. Document du projet Foniké

### Annexe 3: ToR